

هنا من العمل

Le mouvement
autonomiste corse A.P.C.
prend ses distances
vis-à-vis de Max Simeoni
LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Belgique, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Espagne, 16 pt. ;
Grèce, 20 dr. ; Italie, 200 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts. ; Yémen, 10 r. dir.
Tarif des abonnements page 11
S. RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 650672
Tél. 246-72-23

Les convulsions du Proche-Orient

« Sainte alliance » contre la Libye

A une semaine environ du septième anniversaire de la révolution libyenne, qui avait été saluée à l'époque avec enthousiasme par les dirigeants égyptiens, les relations entre Tripoli et Le Caire sont au plus bas. La guerre froide égypto-libyenne qui s'était installée entre les deux capitales arabes, après l'échec définitif en juillet 1975 des tentatives en vue d'unir les deux pays, est devenue permanente.

La tension a rebondi récemment avec les deux attentats à la bombe qui firent de nombreuses victimes au Caire et à Alexandrie. Les autorités ont aussitôt rejeté la responsabilité sur le gouvernement libyen, sans pour autant apporter une preuve irréfutable de leurs accusations. De même les différentes versions sur la tentative de détonnement lundi, à Louxor, d'un appareil égyptien, ne permettent pas de mettre en cause de façon certaine le colonel Kadhafi. Ce dernier, que le président Sadate n'appelle plus que le « fou de Libye », se voit imputer tous les maux de l'Égypte. Il est vrai que les propagandistes libyens qualifient abominablement le président égyptien de « châtiment égyptien », et l'accusent de vouloir renverser le régime de Tripoli.

Cette querelle pourrait s'envenimer rapidement. Le chef de l'État libyen a donné au président Sadate jusqu'au 1^{er} septembre pour qu'il « revienne à la raison ». Il est fort possible qu'à cette date, le colonel Kadhafi dépose définitivement les ponts entre son régime et celui du Caire. D'autre part, la tentative est forte, tant en Égypte qu'en Arabie Saoudite et au Soudan, d'en finir une fois pour toutes avec le président Kadhafi. Réunis à Djeddah vers la mi-juillet, le roi Khalid, le général Nemeiry et le président Sadate ont mis sur pied une « sainte alliance » qui vise en premier lieu le chef de l'État libyen. L'hebdomadaire saoudien « Newsweek » révéla à ce propos que, aux termes d'un accord secret, l'Arabie Saoudite se serait engagée à fournir les moyens financiers nécessaires afin de provoquer un changement de régime en Libye, sans toutefois recourir à une « invasion militaire », qui susciterait la critique d'autres pays arabes.

Depuis le début du mois, Le Caire a renforcé sensiblement son dispositif militaire aux frontières sous prétexte de mettre un terme aux « infiltrations » d'agents libyens. Les troupes déployées comportent toutefois, selon Le Caire, « des unités de parachutistes, des blindés, des troupes de choc et des unités de défense aérienne », qui ne sont pas spécialement destinées à ce type de mission. La petite phrase du président Sadate — « Cette fois, Kadhafi ne m'échappera pas » — prononcée tandis que ces mesures militaires étaient annoncées au Caire prend ainsi une résonance menaçante.

Le colonel Kadhafi s'est attiré, en effet, de redoutables inimitiés. Au premier chef, la subversion révolutionnaire contre les « régimes pourris » du Proche-Orient. Il a irrité ses pairs du monde arabe, qui ne se hâtent pas de lui porter secours. Malgré ses récentes déclarations du principe même du « terrorisme » et des « opérations de démantèlement », la plupart des pays occidentaux — le Royaume-Uni en tête — le soupçonnent de favoriser et de financer l'activité de terroristes internationaux.

Pour rompre l'isolement diplomatique de son pays, le colonel Kadhafi a conclu avec Moscou, en mai 1976, un accord de coopération militaire. Mais cela ne lui a permis ni d'obtenir l'adhésion des États-Unis, ni de faire passer l'activité de terroristes internationaux.

Pour rompre l'isolement diplomatique de son pays, le colonel Kadhafi a conclu avec Moscou, en mai 1976, un accord de coopération militaire. Mais cela ne lui a permis ni d'obtenir l'adhésion des États-Unis, ni de faire passer l'activité de terroristes internationaux.

Les phalanges libanaises déclarent « inévitable » une « solution militaire »

L'offensive des forces de droite se poursuit au Liban où, pour la première fois depuis plusieurs mois, elles avancent, selon leurs adversaires, tenté une percée à Beyrouth-Ouest, avec l'appui de blindés. D'autre part, l'état se resserre autour de Tripoli, deuxième ville du pays, tenue par les Palestiniens progressistes. Selon la Voie de la Palestine, « la solution militaire est inévitable ». M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral et ministre des affaires étrangères, estime, pour sa part, qu'il n'y a guère d'espoir d'un arrêt prochain des hostilités. Quant à M. Kamal Joumblatt, chef de file de la gauche, il s'attend à « une longue période de sanctions ».

Tandis que M. Béchir Gemayel, chef militaire des Phalanges libanaises, fait état de quarante mille morts depuis le début de la guerre civile, son mouvement assure, dans un communiqué, qu'une solution militaire est inévitable. M. Camille Chamoun, chef du parti national libéral et ministre des affaires étrangères, estime, pour sa part, qu'il n'y a guère d'espoir d'un arrêt prochain des hostilités. Quant à M. Kamal Joumblatt, chef de file de la gauche, il s'attend à « une longue période de sanctions ».

La Syrie a accepté de participer à un « sommet arabe » pour le règlement de la crise, et de président du Liban, M. Elias Sarkis, se rendra à Damas avant d'entrer en fonctions, le 23 septembre.

De notre correspondant

Beyrouth. — La Syrie, immédiatement suivie par la Jordanie, a donné son accord au « sommet arabe » proposé par l'Arabie Saoudite et le Koweït. L'acceptation de Damas était essentielle, le gouvernement syrien étant impliqué, au premier chef, dans la crise libanaise. Cela ne veut cependant pas dire que la conférence des rois et des chefs d'État arabes se tiendra dans les prochains jours.

Après l'agrement syrien et jordanien, deux pays ont donné leur accord à ce « sommet ». Ces sont, outre les deux États, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Koweït, les Émirats arabes unis, Bahreïn, Qatar, le Soudan, la Tunisie, le Maroc et le Yémen du Nord. On attend encore huit réponses, les plus importantes étant celles de l'Algérie, de l'Irak et de la Libye. L'acceptation de principe du Liban — formulée par M. Chamoun, ministre des affaires étrangères, contesté par le « sommet » — ne signifie pas dans une « capitale hostile », et plus précisément au Caire. De plus, la composition de l'éventuelle délégation libanaise pose des problèmes. Si tout le monde est d'accord pour que le président élu, M. Sarkis, en fasse partie, des controverses sont en cours quant à la participation du président sortant, M. Frangieh, ainsi que de MM. Karamé et Chamoun.

Les difficultés de nature à faire avorter la conférence des rois et

La chute brutale de l'or renforce le rôle du dollar et du deutschemark

L'or, dont le cours a baissé de près de moitié en dix-huit mois — après avoir triplé en trois ans — a encore été coté à la baisse mardi matin 24 août. Il ne valait plus, à Londres, lors de la première cotation par opposition, que 165,10 dollars l'once contre 106,12 la veille. C'est son plus bas niveau depuis le 30 décembre 1974 (197,5 dollars l'once).

La politique américaine de démontisation du métal précieux porte ainsi ses fruits. Les ventes d'or, toutes les six semaines, par le Fonds monétaire international, ont accentué le phénomène depuis juin. Cette chute spectaculaire du métal qui servait si longtemps de pivot au système monétaire international consolide l'existence des changes flottants, qui ont eu, jusqu'ici, pour effet de renforcer le rôle du dollar et du deutschemark.

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu mardi matin, à l'Élysée, le gouverneur de la Banque de France, M. Bernard Clappier. La tenue du franc s'était très légèrement améliorée dans la matinée : le dollar valait à Paris 4,9725 F (au lieu de 4,98 lundi) et le deutschemark 1,978 F (contre 1,98).

Le 30 décembre 1974, le cours de l'once d'or avait été fixé sur le marché de Londres à 197,50 dollars. Il n'avait jamais atteint un tel niveau. L'or coté à 230 dollars en 1975, n'était pas à promouvoir certains experts. D'autres, plus réservés, estimaient le cours du moment trop élevé et envisageaient une baisse après la hausse fantastique qui avait vu tripler le prix du métal précieux en trois ans. Mais personne n'imaginait que l'on pût, en vingt mois, perdre presque la moitié de sa valeur.

C'était faire peu de cas de la volonté et de la puissance américaines.

Depuis des années, les États-Unis n'ont cessé d'œuvrer pour exclure l'or du système monétaire international dont il était le pivot. Ils avaient acquis un premier succès en obtenant que les droits de tirage spéciaux (D.T.S.) auprès du Fonds monétaire international, utilisés par les États comme réserves monétaires, ne fussent plus référencés à l'or, mais fussent calculés à partir de l'évolution d'un certain nombre de devises (technique dite du « panier de monnaies »). Encore fallait-il que l'or perde au profit des épargnants et de bien d'autres la signification de valeur refuge qu'il conservait. Il s'agissait donc de faire admettre que le métal jaune était une matière première comme les autres, soumise aux mêmes aléas du marché.

En quelques jours, la tendance sur le marché de l'or s'était retournée : le métal jaune avait perdu 30 dollars par once ! Après une légère reprise de cet or, la tendance devait de nouveau s'accroître à la baisse, alimentée par des rumeurs de ventes éventuelles d'or par le Fonds monétaire.

La session du F.M.I. en septembre, allait confirmer le bien fondé de ces rumeurs. Le Fonds était en effet autorisé à vendre le système de ses réserves d'or, le bénéfice tiré de l'opération (écart entre le cours théorique officiel de l'or et le prix effectif du marché) devant être utilisé à aider les pays les plus démunis.

Les banques centrales qui le désiraient, étaient autorisées à se porter acquiescent de cet or par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux.

PHILIPPE LABARDE
(Lire la suite page 16.)

La double offensive
américaine
L'opération s'est déroulée en plusieurs étapes. La première étape fut franchie à la Martinique, à la fin de 1974, au cours des entretiens entre MM. Giscard d'Estaing et Ford. Lors de cette

Les arboriculteurs de la vallée du Rhône demandent l'aide de l'État

Une délégation d'arboriculteurs de la Drôme et de l'Ardèche, conduite par M. Pierre Fancourt, vice-président de la Fédération nationale des exploitants, et Bernard Perret Du Cray, président de la Fédération nationale des producteurs de fruits, devait être reçue, ce mardi après-midi 24 août, par M. Michel Castaing, secrétaire d'État à l'Agriculture, pour évoquer les problèmes relatifs aux importations de fruits, notamment de pêches italiennes.

Les producteurs de la vallée du Rhône, qui ont dû détruire quelque 20 000 tonnes de fruits, les cours s'étant effondrés, demandent l'arrêt des importations, une aide de l'État et la levée des poursuites engagées contre certains de leurs dirigeants, à la suite d'incidents.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a déclaré par avance lundi, à France Inter : « Il y a un certain nombre de fautes auxquelles il faut mettre fin. Selon lui, les importations d'Italie ont égalé à peu près les tonnages détruits, et les exportations de pêche ont atteint 30 000 tonnes.

« La faute aux Italiens... » De notre envoyé spécial

Valence. — Ce chemin de terre, qui file droit en rase campagne, près de Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), n'a sans doute jamais été aussi fréquenté. La va-et-vient des camions est incessant, et à chaque passage, la montagne de pêche grandit. En cette seule matinée d'août, les arboriculteurs de la région ont déversé quelque 400 tonnes de fruits qu'une pelleteuse pousse méthodiquement au fond d'un petit ravin.

Dans le département de la Drôme, il existe trois ou quatre « cimetières de pêches » semblables. Les professionnels — à Bruxelles comme dans les campagnes — baptisent l'opération « retrait », mot qui désigne toute action analogue à ce formidable gâchis, dont l'objectif est de soutenir les cours au profit des producteurs. Pour les fruits concernés, le processus est le même, de la récolte au calibrage, que pour ceux qui sont destinés à la consommation : les prix ou indemnités au « retrait » varient presque autant que les tarifs en vigueur sur les marchés. Seule différence : ces pêches prennent le chemin de la déchèterie au lieu d'être acheminées vers les étals.

Selon le comité économique des fruits et légumes de la région Rhône-Alpes, les arboriculteurs locaux avaient récolté, à la date du 15 août, 110 000 tonnes de pêches, un peu plus du cinquième de la production française 1976 : sur ce total 7 000 tonnes auraient été détruites.

MICHEL CASTAING
(Lire la suite page 18.)

Les trois légitimités en Espagne

M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, a rencontré M. Jean Sauvagnargues ce mardi 24 août au Quai d'Orsay. Le voyage officiel en France, en octobre, des souverains d'Espagne devait être évoqué à l'occasion de ce premier déplacement à Paris du nouveau chef de la diplomatie espagnole. M. Oreja, qui s'est rendu la semaine dernière à Bonn et à Berne, a précisé, lundi, à Madrid, que l'Espagne ne présenterait pas de demande d'adhésion à la Communauté européenne avant d'avoir rempli les conditions politiques et économiques nécessaires. C'est-à-dire, selon le ministre, d'ici quatre ou cinq ans. Enfin, selon le journal « Pueblo », le référendum prévu en octobre serait reporté d'un mois.

par MAURICE DUVERGER

Il ne dispose pas comme eux d'une légitimité héréditaire incontestée. Juridiquement, il est roi par la loi de juillet 1969, plus que par la grâce de Dieu s'exerçant à travers les règles de la filiation monarchique. Juan Carlos a bien surmonté ce handicap initial.

La démocratisation de l'Espagne, n'est pas freinée seulement par les difficultés matérielles et par l'absence de consensus entre les deux camps idéologiques qui déchirent son système politique actuel. Celui-ci est écartelé entre trois légitimités opposées : la légitimité franquiste, incarnée par les Cortès, et les autres institutions de la dictature ; la légitimité monarchique, incarnée par le roi Juan Carlos ; la légitimité démocratique, incarnée de façon embryonnaire par les partis politiques et la presse, en attendant les futures élections libres.

L'histoire de l'Europe au dix-neuvième siècle montre que la légitimité monarchique et la légitimité démocratique peuvent s'accorder en pratique, bien que leurs principes soient incompatibles. Cet accord a permis à la Grande-Bretagne et aux États nordiques d'évoluer plus vite, plus profondément que les autres vers la démocratie et le régime libéral. Il a permis également aux monarchies de conserver leurs trônes, en devenant progressivement des symboles de la nation, de sortes de drapeaux vivants, dépourvus de prérogatives politiques mais non de prestige social et d'affection populaire.

Le roi d'Espagne semble s'engager dans la même voie. Au départ, il a les coudées moins franches que ses prédécesseurs anglais, scandinaves ou hollandais.

AU JOUR LE JOUR

Le fusil

On parle beaucoup des 40 % qui veulent rester M. Chirac, des 23 % qui veulent qu'il parte, mais on parle beaucoup moins des 37 % qui semblent s'en moquer.

M. Chirac est en ce moment un peu comme le fusil d'Alphonse Daudet dans l'article de Tarascon, qu'on chargeait toujours et qui ne portait jamais.

Les Français de maintenant semblent moins passionnés par le problème que les Tarasconnais d'ailleurs. C'est peut-être qu'ils attendent de savoir quelle cible visera le fin chasseur qu'est M. Giscard d'Estaing.

ROBERT ESCARPIT.

En s'engageant dans cette voie, le nouveau roi d'Espagne n'a pas seulement évité un conflit de succession. Il a plus encore établi sa propre légitimité dans l'opinion publique. D'abord, inconnu, discuté, peu pris au sérieux, Juan Carlos s'est donné en quelques mois l'image d'un homme qui sait où il veut aller et qui semble décidé à suivre fermement la route qu'il s'est tracée. Il gagne ainsi peu à peu la confiance d'une opposition très réservée au départ. Il admet de plus en plus que le réformisme royal pourrait être la voie la plus sûre et la plus rapide pour instaurer un régime de libertés authentiques. La légitimité monarchique apparaît ainsi comme un moyen de développer la légitimité démocratique suivant le schéma inventé par les Anglais et appliqué ensuite au nord du continent européen. Juan Carlos commence à devenir le roi de tous les Espagnols qu'il aide à entrer sans violence dans le système politique de l'Occident moderne.

(Lire la suite page 2.)

PIERRE-JAKEZ HELIAS, POÈTE

Les senteurs de la mauvaise herbe

Jean-Ernest Hallier a en même temps raison et tort de souligner dans sa présentation de la Pierre noire de Pierre-Jakez Hélias, paru à ses propres éditions, conjointement avec celles de P.-J. Oswald, que sans l'exceptionnel succès du Cheval d'orgueil, le poète, en cet auteur, eût risqué d'être méconnu.

Méconnu à Paris, peut-être, mais pas en Bretagne. Depuis près de trente ans qu'il y est revenu, après un bref séjour dans les eaux progressistes parisiennes, il s'y est fait, sous son nom breton de Per Hélias, une triple réputation d'auteur dramatique, de poète et de pionnier du retour aux sources paysannes et celtiques (1).

La plupart de ses œuvres ont paru depuis 1957 dans la revue Brud, qui se voue à la propagation dans les campagnes d'une langue plus populaire dont il était le chef d'école. Et c'est d'ailleurs sous les auspices

de la Fondation Brud que cette Pierre noire (en breton *Ar men du*) a été diffusée en Bretagne avant d'être reprise, présentement, à Paris, en édition bilingue.

Quoi qu'il en soit, l'occasion est ainsi donnée aux centaines de milliers de lecteurs que l'on prête au Cheval d'orgueil de remonter aux sources de la vaine poésie qui ne cesse d'irriter ces « Mémoires d'un Breton au pays bigouden » et qui s'est nourrie de plus de vingt-cinq ans de conversations avec les paysans dans les campagnes, de causeries villageoises et d'entretiens sur les légendes et les mythes.

Trois thèmes se partagent l'inspiration de la Pierre noire qui correspondent aux trois parties de l'ouvrage, comme les trois branches issues d'un même tronc et qu'il illustre bien les titres des trois parties : la Pierre dans la pierre, le Grain de la pierre et la Pierre écartée.

PAUL MORELLE.
(1) Lire l'article de Yann-Ber Piriou dans le Monde du 6 mars 1968.

Portugal
l'offensive contre le Conseil de la
se développe

DIPLOMATIE

UNE INSURMONTABLE MÉFIANCE

Un recueil de documents publiés à Moscou
explique l'échec des conversations franco-anglo-soviétiques de 1939

Le 24 août 1939, on apprenait avec stupéfaction que l'U.R.S.S., engagée depuis des mois dans une négociation pour une alliance militaire avec la France et la Grande-Bretagne, venait de conclure un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. Quelques jours plus tard, c'était l'invasion de la Pologne. La deuxième guerre mondiale commençait.

Pourquoi Staline, ayant mis « deux fois au feu », avait-il choisi de s'entendre avec Hitler plutôt qu'avec les démocraties occidentales ? Le recueil de trois cent soixante-sept documents diplomatiques, pour la plupart originaux, relatifs à la période qui va de Munich à la guerre, que vient de publier en traduction des affaires étrangères le ministère soviétique des affaires étrangères (1) aide à répondre à cette question : les dirigeants du Kremlin étaient convaincus de l'existence d'une collusion germano-anglo-soviétique. Ils n'avaient pas voulu se laisser entraîner par les déclarations de Munich et de Locarno. Le pacte franco-soviétique de 1935 n'avait servi qu'à dissiper leur méfiance. Ils n'avaient eu aucun prolongement militaire, et Munich avait été interprété non pas comme la capitulation de pays faibles voulant à tout prix éviter la guerre, mais comme l'annonce d'une collaboration concrète entre l'axe, la France et l'Angleterre.

Tout désormais sera jugé par Moscou dans cette perspective : la « germanophilie » de Daladier, qualifiée à l'occasion de « traîtrise », n'a d'égal que celle de Chamberlain ; on est bien près de croire que les spéculations de certains publicistes français ou britanniques sur l'« Ukraine » correspondent aux vues profondes des gouvernements de Paris et de Londres. La venue de Ribbentrop à Paris en décembre 1938 pour y signer un pacte de non-agression qui fait pendre à un pacte

germano-britannique inquiète au point qu'« instructions sont données à l'ambassade soviétique à Paris de découvrir les clauses secrètes. Il se trouve, les archives diplomatiques publiées depuis lors le montrent, qu'il n'y en avait pas ».

Lorsque, après l'entrée de la Wehrmacht à Prague, le 15 mars 1939, les Occidentaux ont proposé la constitution d'un front commun contre l'expansionnisme allemand, les Soviétiques demeurent tellement convaincus de l'existence d'une collusion germano-anglo-soviétique qu'ils préfèrent voir dans cette ouverture une manœuvre dirigée contre eux. Lorsque Daladier leur fait dire que les pouvoirs spéciaux qu'il réclame ont, entre autres, pour but de lui permettre de conclure une alliance militaire avec l'U.R.S.S., sans être gêné par l'opposition intérieure, ils n'en croient pas un mot et pensent qu'il prépare un coup d'État. Quand, le 31 mars, Georges Bonnet reçoit le plénipotentiaire soviétique, ce n'est pas à la suite d'un échange de vues, mais à la suite d'un échange de coups de poing. Le ministre lui a tenu « des propos incohérents sur la collaboration avec l'U.R.S.S. ». Quand, le même jour, la Grande-Bretagne donne à la Pologne ses garanties, le Kremlin n'y voit pas une manifestation de fermeté, mais un piège destiné à faire éclater la guerre à l'Est de l'Europe et à déboucher sur « la collision germano-soviétique dont il (Chamberlain) rêve ». Les Soviétiques n'ont manifestement rien compris des événements. Ils ne comprennent pas pourquoi les documents contenus dans ce recueil ont été publiés à Londres et à Paris dans la seconde quinzaine de mars 1939, sous le coup de l'émotion provoquée par le démantèlement de la Tchécoslovaquie.

Dans un tel climat, il était fait un miracle pour qu'aboutissent les négociations qui, à l'initiative des Français et des Britanniques, se déroulent entre eux et les Soviétiques d'avril à août 1939. Les documents diplomatiques n'apportent pas grand-chose de nouveau sur la négociation elle-même par rapport à ce que l'on savait déjà par la publication des documents anglais (2), mais ils expliquent les lenteurs de la négociation, marquée du côté soviétique par de constantes demandes d'explications, et du côté français par des réticences à accepter, tout en continuant de discuter avec Paris, les conditions d'un pacte de non-agression avec l'U.R.S.S. et de la proposition d'alliance que lui proposait l'Allemagne et qui devait conduire au pacte du 23 août (3).

Mais par un parti pris surprenant, pour ne pas dire d'avantage, aucun des documents contenus dans le présent recueil n'a trait aux pourparlers avec le Reich. Le lecteur qui ne disposerait d'aucun autre document d'information sur cette période ignorait jusqu'à l'existence du pacte ! Sans doute estimait-on à Moscou, en juin et juillet, que le moment du choix n'était pas encore arrivé, puisqu'on fit traîner en longueur les conversations. En août, tout s'est précipité. Paris et Londres relancent le pacte de non-agression avec Moscou par l'envoi d'une mission militaire. « Rapportez-moi une alliance militaire à tout prix », avait dit Daladier au

chef de la mission, le général Doumenc. Les documents soviétiques montrent que, cette fois, les Soviétiques prirent tout à fait au sérieux cette ultime négociation, mais qu'ils ne se départirent pourtant jamais de leur méfiance profonde quant à la volonté réelle des Occidentaux de conclure avec eux.

Tout s'est passé comme si la direction politique de l'U.R.S.S. avait fixé, préalablement à la négociation, les conditions d'un accord, quel qu'en fût le résultat, occidental ou allemand ; et ces conditions étaient d'ordre géostratégique : la création, en avant des frontières politiques de l'U.R.S.S. d'un glacis, soit sous forme de présence militaire dans des bases des pays baltes et des îles de la mer Baltique, soit sous forme de passage en Pologne (négociation avec les Occidentaux), soit sous forme de partage en zones d'influence (négociation avec l'Allemagne).

On écrit « tout s'est passé », car la documentation soviétique publiée, si elle contient les protocoles verbaux soviétiques des conversations militaires soviéto-anglo-françaises (4), n'apporte rien sur les instructions du pouvoir politique soviétique à sa délégation militaire ni sur les rapports de celle-ci à celui-là. L'historien est donc contraint, par l'analyse conjointe des documents allemands, anglais, français, et de cette publication soviétique partielle, de conjecturer les raisons de la décision finale de Staline. Le plus probable est que celui-ci faisait mener parallèlement les deux négociations, était décidé à conclure avec le partenaire qui lui fournissait le plus d'avantages stratégiques sur lesquels il était arrêté (on est à la veille d'une guerre).

Le partenaire occidental ne pensant pas être en mesure de disposer de ce qui lui appartenait pas, ou fournissant aux Soviétiques des assurances que ceux-ci estimèrent trop limitées, ou qui furent trop tardives, Staline, au moment où la guerre lui parut désormais inévitable, et à très courte échéance, décida de traiter avec l'Allemagne, qui n'avait aucun scrupule à donner ce qu'il lui appartenait pas, comme on le sait par les archives allemandes, le pacte germano-soviétique de non-agression du 23 août était assorti d'un protocole secret très avantageux pour l'Allemagne. Les termes de ce pacte, qui ne furent connus qu'après la guerre, laissent entendre que les deux contractants, les deux, alors, n'avaient plus qu'à rouler.

La publication soviétique apporte donc beaucoup, mais elle n'apporte pas tout. La grande du pacte germano-soviétique n'est toujours connue des historiens que par la seule documentation allemande. L'information officielle soviétique ignore toujours ce « mort dans le placard ». Trente-sept ans après les faits, la communauté historique allemande ne peut que se féliciter de la documentation soviétique sur une affaire dont traitent, depuis longtemps déjà, tous les manuels.

JACQUES BARIÉTY,
directeur de l'Institut
d'histoire contemporaine,
université de Strasbourg II.

M. MARCEL MAITRE
EST NOMMÉ
AMBASSADEUR DE FRANCE
EN ÉQUATEUR

M. Marcel Maître, chef des relations internationales à la direction des carburants au ministère de l'Industrie, vient d'être nommé ambassadeur de France en Equateur. Il remplacera, à Quito, M. Pierre Barbouze.

Le 13 avril 1927, M. Maître, administrateur de la France d'outre-mer, a été intégré en 1928 dans les cadres du ministère des Affaires étrangères ; il fut de 1928 à 1930 conseiller à Colon, puis après être passé deux ans à l'administration centrale aux affaires africaines et malgaches, il fut de 1932 à 1934 directeur du développement industriel et scientifique.

Le Rattachement moral vient d'organiser à Caux (Seine) une session où étaient plus particulièrement représentés les représentants des pays méditerranéens sur le thème « Des hommes de foi pour une communauté fraternelle ». S'inscrivant sur les conditions à créer pour établir des liens de coopération entre pays riches et pays pauvres, les diplomates présents ont insisté sur le fait qu'un nouvel ordre économique mondial ne saurait être construit que dans la coopération générale, loyale et patiente entre tous les peuples. M. Jean-Marie Daubigny, président de la Fédération française de la coopération, a exprimé sa conviction qu'il fallait « créer une Europe sans rancune, qui se devait de son tour d'écouter le reste du monde, sans croire qu'elle détient le monopole de la vérité ».

هنا من الأصل

AFRIQUE

Guinée

M. SEKOU TOURE
DÉNONCE
LE « RACISME PEULH »

Dakar (A.F.P.). — Cinq personnes ont fait, lundi 23 août, des déclarations radiodiffusées dans lesquelles elles reconnaissent avoir « complété » pour favoriser l'accession au pouvoir de M. Diallo Telli, ancien ministre de la justice, arrêté le mois dernier. Selon leurs déclarations, le mouvement devait d'abord prendre son essor dans le Fouta Djallon, région peulie surtout par des Peuls.

Intervenant personnellement à la radio à la suite de ces déclarations, le président Sekou Touré s'est élevé contre le « racisme peulh » et s'est déclaré décidé à utiliser « l'arme de la fermeté révolutionnaire » pour le combattre. Le président a annoncé qu'aucune bourse extérieure ne sera plus accordée aux étudiants peuls, daté 15-16 août, nous avons transcrit par erreur : « Les premiers massacres massifs des autochtones du président Sekou Touré, dans ces traditions, surent lieu en 1966. » La phrase correcte portait : « (...) Alors, les chefs traditionnels... »

Ouganda

ARRESTATIONS ET EXPULSIONS
DANS LES MILIEUX CATHOLIQUES

Nairobi (A.F.P., A.P.). — Trois journalistes ougandais, appartenant à la rédaction du quotidien catholique de langue luganda *Munno* (Votre ami), fermé la semaine dernière par les services de sécurité du maréchal Idi Amin, ont été relâchés. Le directeur de *Munno*, M. Nkurunzira, a été libéré. Cette prison avait été le théâtre, peu après la prise de pouvoir par les militaires, en janvier 1972, de scènes d'atrocités. Des hommes des services de sécurité y auraient alors tué de nombreux prisonniers à coups de matraque.

La fermeture du quotidien catholique, pour origine, a été découverte de tracts, rédigés en anglais, en luganda et en swahili, signés par des personnalités civiles et militaires ougandaises demandant au président de démissionner.

Tchad

UN APPEL D'UN ANCIEN OTAGE
EN FAVEUR DE MME CLAUSTRE

Le pasteur Georges Camille nous communique le texte de la lettre qu'il a adressée à M. Claude, le 21 avril 1974, puis libéré le 12 juin de la même année (1), à l'adresse de M. Hissène Habré, chef des rebelles tchadiens.

Il y a maintenant plus de deux ans que vous et vos combattants avez donné l'assaut à ma maison, à Sarak. Ma femme a été tuée par vos commandés au cours de cette même nuit, vous m'avez pris comme otage, et avec moi Mme Claude, qui se trouvait chez nous ce soir-là. Actuellement, cette scientifique, qui n'a commis aucun acte répréhensible, est toujours votre prisonnière.

Elle est habillée, il y a deux jours, vous et vos commandés avez exprimé, à mon égard et vis-à-vis du peuple allemand, les regrets que vous éprouviez de la mort accidentelle de ma femme. Vous m'avez à plusieurs reprises assuré que si vous n'avez aucun de vos combattants ne saurait jamais son nom pour assassiner une femme de façon délibérée. C'est pourquoi je m'adresse à vous aujourd'hui, au nom de votre honneur et au nom de l'humanité, en vous demandant la libération de Mme Claude, en échange de la vie de ma femme que vous avez dérobée sans le vouloir. Car Mme Claude mourra si vous la gardez captive, et c'est vous, Hissène Habré, qui seriez encore responsable de cette nouvelle mort.

Vous savez bien, Hissène Habré, que vous ne recevrez pour la libération de Mme Claude rien de plus que la rançon déjà versée. Il est donc absurde de la torturer plus longtemps en prolongeant sa captivité. Tout le monde en est conscient, et vous aussi. Alors, s'il vous plaît, libérez Mme Claude. Votre bon cœur et le sang de ma femme abattue par vos combattants l'exigent.

(1) Le gouvernement ayant accepté de payer une rançon, l'otage fut libéré sans difficulté, et qui provoqua la rupture immédiate des relations diplomatiques entre N'Djaména et Bonn.

République Sud-Africaine

TRAINS VIDES ET USINES CLOSES
A JOHANNESBURG

De notre correspondant

Johannesburg. — « En raison de l'absence d'un grand nombre de nos employés, nous vous prions... » A nouveau, l'affiche, aux portes des magasins, a demandé, lundi 23 août, l'indulgence des clients.

Usines, grands magasins, services de livraison, administrations, presque toutes les entreprises de Johannesburg ont été fermées pendant trois jours de l'opération « azikwele » (pas de transport), déclenchée dans les faubourgs noirs de la capitale industrielle. Plusieurs dizaines de magasins et de magasins, affectés par l'absence de 70 à 100 % des employés et ouvriers noirs, ont dû fermer pour la journée.

Bondés d'ordinaire, les trains arrivaient beaucoup moins nombreux et presque vides à la gare de Johannesburg. Les compagnies d'autobus avaient préféré ne pas pénétrer dans les « townships », et celles qui tenaient à assurer un service aillent chercher les travailleurs à la lisière des cités.

Au fur et à mesure que s'écoulaient les heures de la matinée, des femmes blanches, résignées, prenaient le balai ou s'apprêtaient à faire elles-mêmes le thé. Des patrons, attendus et impatients, cherchaient des excuses à leurs employés absents : « Ils sont en retard, mais ils vont probablement arriver... » « Ils ont

su peur de se faire attaquer, ou qu'on brûle leur voiture », entendait-on un peu partout. Selon M. Kruger, ministre de la police, de la justice et des prisons, les Africains auraient été effrayés par des tracts signés de l'organisation interdite African National Congress (A.N.C.), menaçant les non-grévistes d'incendier leur maison.

Les forces de l'ordre étaient, dimanche après-midi, sur le pied de guerre. De petits engins blindés quadrillaient certaines rues de Soweto. Des brigades d'intervention en tenue camouflée, munies d'armes automatiques, veillaient aux principaux carrefours et à toutes les entrées et sorties des « townships », ainsi que dans les gares. En ville, les issues des gares réservées aux Noirs et les arrêts principaux d'autobus étaient, aux aurores, bien gardés.

Malgré ce déploiement de forces, des lycéens, fêtés dans la matinée, ont tenté de manifester. A Orlando, quartier de Soweto, la police a tiré trois fois, faisant un mort et plusieurs blessés. A Phetani (Soweto), elle a utilisé des gaz lacrymogènes. Les lycéens et collégiens de Mamelodi, « faubourg » de Pretoria ont essayé d'incendier un autobus et un camion avant d'être dispersés par des renforts de police.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Les Etats-Unis perdent des sanctions économiques contre la République Sud-Africaine s'ils n'obtiennent pas de Pretoria que cessent les « massacres » des Noirs de ce pays, a déclaré, le 23 août, le révérend Jesse Jackson, leader

d'une importante organisation noire américaine. Ce dernier a assuré qu'il ne faisait que rapporter les propos que venait de lui tenir M. Kissinger lors d'un entretien au département d'Etat. — (A.F.P.)

Algérie

Le vendredi devient le jour de repos hebdomadaire

De notre correspondant

Alger. — A partir du 27 août, premier jour du Ramadan, c'est le vendredi, et non plus le dimanche, qui sera officiellement le jour de repos hebdomadaire en Algérie. Cette décision, qui a fait l'objet d'une ordonnance publiée au *Journal officiel* du 17 août, est conforme à l'article 10 de la loi du 21 août 1966, relative à la Charte nationale qui stipule que « l'Islam est la religion de l'Etat ». L'Algérie fera donc désormais partie des pays arabes comme la Libye et l'Arabie Saoudite, pour lesquels le jour férié hebdomadaire est le vendredi et non plus le dimanche comme dans d'autres Etats, au Maroc, en Tunisie, en Irak, au Liban, etc.

Le quotidien gouvernemental souligne que « les résidents étrangers de confession chrétienne » ne devraient pas être gênés par cette décision, la messe hebdomadaire pouvant être célébrée, du vendredi au dimanche. Cela est également vrai pour la petite minorité algérienne de confession chrétienne.

La décision concernant le vendredi fait suite à d'anciennes mesures visant à renforcer le respect des pratiques religieuses. C'est ainsi que la vente des boissons alcoolisées a été interdite dans de nombreux départements, une exception étant faite pour les complexes touristiques. Ces mesures ont mécontenté de nom-

breux Algériens, qui estiment que la pratique religieuse est affaire de conscience et non de législation étatique. Il est vrai qu'à l'inverse l'enseignement purement religieux a été supprimé (le *Monde* du 24 juin 1976) et que, à partir de la prochaine rentrée, les écoles qui le dispensaient seront intégrées dans l'enseignement général.

Enfin l'arabisation des enseignements et la seule langue doit être réalisée avant le 30 septembre dans l'ensemble du pays. Toutefois, dans la wilaya d'Alger, la date limite a été fixée au 31 décembre. Déjà, dans tout l'est du pays, on ne voit plus d'enseignements de magasin en français. Les poteaux indicateurs sont presque tous en arabe, ce qui n'est pas très pratique pour ceux qui ne lisent pas cette langue.

P. B.

Le prince Sadruddin Khan, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a condamné le 23 août le raid rhodésien du 8 août contre le camp de réfugiés civils de Nyamonia comme « particulièrement choquant et abominable », ajoutant : « Cela dépasse l'entendement, qu'une action d'une telle atrocité ait pu être commise. Le Z.C.R. pour une assistance humanitaire aux réfugiés zimbabwés. » (Corresp.)

Ecole des
Attachés de Direction
EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :
- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

Commerce international. Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Commerciales Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 — 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

ASIE

Corée

Vers une réduction
de la tension ?WASHINGTON
ESTIME QUE PYONG-YANG
A FAIT UN « PAS POSITIF »

Les Etats-Unis semblent souhaiter une réduction de la tension dans la péninsule coréenne. En effet, après avoir rejeté, dimanche 23 août (le *Monde* du 24 août), le message du président Kim Il Sung dans lequel le chef de l'Etat nord-coréen qualifiait de « regrettable » l'incident qui coûta la vie à deux officiers américains, mercredi 18 août, à Panmunjom, le département d'Etat américain a qualifié lundi le geste de Pyong-yang de « pas en avant positif ». Le porte-parole officiel n'a pas été en mesure d'expliquer ce changement de ton ni de préciser si les Etats-Unis considéraient l'incident comme clos. Une réunion de la commission d'armistice devait avoir lieu, mardi, à la demande des Américains, qui entendent demander aux Coréens du Nord de « respecter la sécurité de leur personnel dans la zone délimitée ».

La Corée du Nord n'avait pas réagi au rejet par les Etats-Unis de la Corée du Sud du message du président Kim Il Sung. En revanche, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Pékin, Pyong-yang a exprimé lundi ses remerciements à la Chine, pour le « soutien » qu'elle lui a apporté. L'agence Chine nouvelle, sans commenter l'incident, a reproduit, ces derniers jours, les informations et comptes rendus publiés par les autorités nord-coréennes, accordant ainsi le soutien implicite de Pékin au gouvernement de Pyong-yang. — (A.F.P., Reuters).

Après la conférence de Colombo

LA TUNISIE
« NE PEUT S'ASSOCIER »
A LA DEMANDE D'EMBARGO
CONTRE LA FRANCE

(De notre correspondant.)

Tunis. — M. Habib Chatti, ministre tunisien des affaires étrangères, a annoncé, le lundi 23 août, que la Tunisie « ne peut s'associer » à la recommandation de « sommet » de Colombo concernant un embargo pétrolier contre la France.

« Cette recommandation est exclusive et même exclusive et touche un domaine où la France n'est pas le seul pays en cause », a déclaré M. Chatti, selon qui la France « se présente parmi les pays de l'Occident comme le partenaire qui a favorisé le plus les causes de l'Afrique, du monde arabe et du tiers-monde ».

Le ministre a aussi émis des réserves sur les conditions dans lesquelles ce texte a été voté. Il a expliqué que, lorsqu'il avait quitté Colombo « quelques heures » avant la clôture des travaux, il n'avait pas eu connaissance de la recommandation et que celle-ci n'avait jamais été envisagée lors des discussions en commission. D'ailleurs, a ajouté M. Chatti, si l'embargo avait été décidé « dans des conditions normales » avant le départ de presque tous les chefs de délégation, il n'aurait eu aucune chance de réunir un consensus et le Président bénéficierait de la majorité des pays non alignés d'un courant de sympathie et d'amitié particulièrement solide.

M. Chatti a fait cette mise au point après s'être entretenu avec le président Bourguiba, qu'il représentait à Colombo. — (Interim.)

Comment cesse-t-on d'être premier ministre ?

Le prince et le loup, suite royale

Pour une redistribution des pouvoirs

II. — Des participants et non des assujettis

(1) Voir le *Monde* du 24 août.

POLITIQUE

LE GRAND-ORIENT DE FRANCE ET L'AFFAIRE ZELLER

LE DOCTEUR SERGE BEHAR :
suspension ne veut pas dire exclusion.

Sous le titre : « Le Grand-Orient est-il coupé en deux ? », le *Quotidien de Paris* publie le 24 août une interview du docteur Serge Behar, grand maître de l'Ordre du Grand-Orient de France. Le docteur Behar est interrogé sur le cas de M. Fred Zeller, ancien grand maître, suspendu pour avoir critiqué l'extérieur l'action des dirigeants de l'Ordre et mis en cause les orientations politiques, favorables à M. Giscard d'Estaing, de son successeur à la tête du Grand-Orient, M. Jean-Pierre Fronton (le Monde du 23 juin et 24 juillet). Il répond : « Je me refuse à évaluer l'impact de nos paroles, car elles ont été dites dans le cadre de la justice maçonnique, et c'est une condition démocratique fondamentale que de ne pas influencer l'instance qui a été appelée à connaître ce problème. »

Selon le docteur Behar, les interventions politiques sont « naturellement déplorables », car « tous les frères sont égaux, quelle que soient leurs opinions politiques. Suspension ne veut pas exclusion. »

Les obsèques de M. Jean-Claude Simon, député R.L. de la Haute-Loire, décédé accidentellement le 19 août, ont été célébrées le lundi matin 23 août dans la collégiale Saint-Médard à Saugues, commune dont il était le maire, en présence d'une foule considérable. M. Giscard d'Estaing était représenté à cette cérémonie par M. Robert Roques, chargé de mission à la présidence de la République. Trois membres du gouvernement étaient présents, MM. d'Ornano, Barrot et Solon.

Dans son testament, M. Simon a fait connaître qu'il donnait ses actions de l'usine Agropast, fabrique de plastique qu'il avait créée, à la commune, laquelle bénéficierait aussi d'un capital de 10 millions de francs, sur la vie contractée par son père à son intention. — (Corr.)

MAURICE
LES ÉTABLISSEMENTS
26, rue Botaris - Paris (19)
CHAMPAGNES ET WHISKIES
EN GROS
Livraisons immédiates à DOMICILE
SUR APPEL TÉLÉPHONIQUE
202-20-21

SOS-MATH
Établissement d'enseignement privé
• Stages de rentrée de LA 3^e AUX TERMINALES
recyclage et mise à niv. en MATH. - PHYS.
du 30 août au 10 septembre
• BAC préparation session de septembre
• Entrée en FAC préparation en septembre
326-93-54 ou 326-30-75

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE
Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1953 dans la formation et la perfectionnement des cadres. Cours supérieurs PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES, répartis en 3 ans, études à plein temps (jusqu'à 30 août) ou à temps partiel. Début de la prochaine session : 16 octobre 1976. Conditions d'admission : 26 ans au moins, cinq ans d'activité professionnelle à un poste de responsabilité. Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des professeurs (diplômés, cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'ETI organise également un « Cours général d'Administration d'Entreprise », réservé à des futurs cadres polyvalents. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECL, chemin de Moray 28, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MIP 20.

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savignat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue de Valenciennes PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37497.

Libres opinions

ÉVITER LA CRISE

par ROGER FAJARDIE (*)

C'est pas sans une longue réflexion que je me résous à m'exprimer sur le problème qui se pose aujourd'hui à la franc-maçonnerie, et plus particulièrement au Grand-Orient de France. J'aurais préféré le silence. D'autres l'ont rompu, parfois en des termes tels que je n'ai plus, en conscience, le droit de me taire.

Je suis socialiste et je suis franc-maçon. Je tiens à cette double appartenance. Elle ne m'a jamais causé le moindre trouble de conscience. Le Grand-Orient de France, dont le seul membre depuis plus de vingt ans, s'est constamment attaché, me semble-t-il, à deux objectifs : d'une part, maintenir une tradition initiatrice dont les origines se perdent dans la nuit des temps ; d'autre part, réfléchir sur les meilleures perspectives de progrès pour la société prochaine. De tels objectifs n'interfèrent en aucune manière avec ceux, plus concrets, de l'action politique.

En fait, le Grand-Orient de France constitue un carrefour de réflexions et d'expériences, tendant à délimiter les traits d'un homme en recherche, qui sache choisir à la fois la liberté et la justice. Témoin et, le cas échéant, conscience de la République, il n'est pas neutre, selon moi, à l'égard des choix de société, et on a souvent à juste titre observé, en référence aux travaux de nombreux convents, que celle vers laquelle les études portent le Grand-Orient de France est, au sens le plus élevé et le plus ouvert du terme, une société socialiste. Mais, échappant au quotidien, il reste indépendant par rapport aux forces politiques elles-mêmes. C'est pourquoi chacun de ses membres vit son activité maçonnique avec l'idée qu'il se fait de la route des hommes vers le progrès, et nul n'y trouve à redire. J'y rencontre, pour ma part, sans difficulté intellectuelle, des hommes qui ne partagent pas la traduction socialiste que je me suis personnellement donnée d'une « société meilleure et plus éclairée ».

Dans cet esprit d'absolue liberté d'expression, il est difficile de comprendre et d'admettre que les déclarations de l'ancien grand maître Fred Zeller, dès lors qu'elles étaient faites à titre personnel, aient pu provoquer, de la part des autorités obédientielles, une désapprobation qui va jusqu'à l'ouverture d'un processus susceptible de déboucher sur des sanctions. Le silence n'est pas à elles. Il avait, en de telles circonstances, jusqu'à maintenant, toujours été la règle, et c'était la sagesse. Il est, à mes yeux, vital de préserver cette tradition de franc-parler qui a été l'une des originalités et l'une des richesses du Grand-Orient de France et qui doit le rester.

S'il arrive que l'ancien grand maître laisse transparaître, dans son action publique, sa sympathie pour les orientations de l'actuel président de la République, et qu'avec lui des personnalités, dont l'on sait par ailleurs l'appartenance maçonnique, soutiennent la politique du gouvernement d'aujourd'hui, je pense qu'il s'agit d'un comportement courant autour duquel s'élabore la réflexion du Grand-Orient de France. Mais je ne leur en fais pas un instant procès et je leur reconnais, pourvu qu'ils n'engagent pas l'obédience, le plein droit de s'exprimer. Je me borne à affirmer que disposent du même droit l'ancien grand maître Fred Zeller et tous ceux qui, comme lui et moi, comme tant d'autres, sont socialistes et entendent mener une vie militante conforme à leurs idéaux maçonniques et à leur espérance politique. Je ne parviens pas à imaginer que ce droit, dans son principe et dans sa réalité, puisse être contesté. Je suis sûr qu'aucun maçon ne le veut, à quelque niveau qu'il se trouve dans la hiérarchie des responsabilités. Alors comment expliquer ce qui se passe aujourd'hui, dont je ressens pourtant profondément la gravité ?

On a fait état de l'écrit, de la discrétion nécessaire et insuffisamment assurée. Chaque franc-maçon le sait : le meilleur de la maçonnerie, le type de sensibilité qu'elle suscite et son rôle éminent, formateur sont rigoureusement incommunicables à quiconque est à l'extérieur. On a reproché telles déclarations publiques. Il y a longtemps que des convents successifs ont décidé une action d'extériorisation par la presse, la radio, les colloques, les conférences publiques, qui a eu le mérite de dissiper des croyances absurdes et de susciter l'intérêt de nombreux jeunes qui, en quête d'une communauté de dialogue, se sont tournés vers la franc-maçonnerie. La consistance de telles raisons ne réside pas à l'analyse. A la réflexion, je ne vois qu'une explication : l'incertitude, l'hésitation, sur la place et le rôle de la franc-maçonnerie dans la société actuelle. Dans cet état d'esprit, tout ce qui sort des sentiers battus, tout ce qui présente des aspects un peu vagues, tout ce qui bouge, deviendrait évidemment objet d'appréhension et de réserve.

J'ignore, pour ma part, cette incertitude et cette hésitation. Là est sans doute la justification de ma perplexité et de mon inquiétude. L'idée que je me suis faite de la franc-maçonnerie n'a pas varié. Ma fidélité n'a plus. Formatrice d'hommes, carrefour irremplaçable, la franc-maçonnerie du Grand-Orient de France, qui reste l'une des sources vivantes de la République en marche, ne saurait, alors qu'elle a constamment, depuis deux siècles, précédé l'histoire, manquer son rendez-vous avec l'avenir. C'est pourquoi, par cet article anglois, je m'adresse à tous ceux dont l'autorité peut arrêter le processus local de menaces qui s'engage. Il n'est pas trop tard encore pour éviter la crise. Mais il est temps.

(*) Secrétaire national du parti socialiste, ancien membre du conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France.

DEAUVILLE / BENERVILLE
Directement en bord de mer, un vrai manoir normand s'édifie.
RESIDENCE neptune
Bd. de la Mer - Bénéville s/mer
Studios, 2 et 3 pièces de grand standing. Prix fermes et définitifs. Livraison fin 1977.

SOGEFRANCE Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80%
Je désire recevoir une documentation gratuite sans engagement.
Nom
Adresse
13, Bd de Courcelles 75008 Paris - Tél. 522.37.60.
33, rue Shakespeare 08400 Cannes - Tél. 39.50.90.
Nécessaire local de vente : Paris / Deauville Immobilier 46, r. Orléans - Tél. (31) 88.30.25.

RELIGION

LE CONFLIT ENTRE LE VATICAN ET LE PRÉLAT D'ÉCONE

Mgr Lefebvre souhaite que la messe du 29 août à Lille prenne l'ampleur d'une grande manifestation

Le ton monte chez les partisans de Mgr Lefebvre. La cérémonie que celui-ci devait présider à Lille le 29 août prochain, à l'initiative de l'Association Saint-Pie X, et qui ne devait à l'origine rassembler que des adhérents locaux qui participent déjà chaque semaine d'ailleurs à un office dans une chapelle lilloise, va prendre l'ampleur d'une grande manifestation.

Le secrétaire de Mgr Lefebvre à Ecône, nous écrit notre correspondant à Lille, a écrit par téléphone les dirigeants de Lille que Mgr Lefebvre souhaitait qu'il y ait beaucoup de monde à Lille et que, par conséquent, on pouvait envisager le déplacement de délégations d'autres régions de France et même de Belgique et des Pays-Bas. Les délégués de Lille ont donc loué un local plus grand, dans l'enceinte de la foire commerciale, où l'on pourra célébrer la messe devant quelque dix mille personnes. Ils ont aussi constitué un comité de coordination des associations traditionnelles.

Mgr Lefebvre, qui avait laissé

planer un doute sur sa présence à Lille ce jour-là, a cette fois affirmé qu'il célébrerait la messe lui-même et prononcerait l'homélie. Il serait accompagné de quelques prêtres ordonnés par lui à Ecône. « Nous ne sommes rien d'autre que ce mouvement de Mgr Lefebvre », affirment les responsables lillois. Peut-être, pensent-ils, a-t-il été provoqué par l'intérêt qu'il voit se développer autour de ses initiatives.

Mgr Adrien Grand, évêque de Lille, n'a pas l'intention de faire une nouvelle déclaration à ce sujet : « J'ai dit ce que je pensais de l'attitude de Mgr Lefebvre, je n'ai rien à ajouter pour le moment, si ce n'est que je déplore que cette cérémonie prenne l'ampleur d'une manifestation qui attirerait encore au trouble de quelques-uns et ne favoriserait pas l'apaisement souhaitable dans cette affaire. »

Quant à Mgr Lefebvre, malgré quelques hésitations et contradictions, il semble s'enfoncer — ou se laisser entraîner — toujours

plus loin vers la rupture irrémédiable avec Rome. Dans une interview accordée à l'Agence Associated Press et à la télévision britannique, au séminaire d'Ecône le 20 août, l'ancien archevêque-évêque de Thulé a reproché au pape d'avoir « un double visage, l'un traditionaliste, l'autre moderniste. Je ne sais pas quel est son vrai visage, mais je crains que ce ne soit le deuxième. C'est désastreux pour l'Eglise, et je ne peux pas le suivre car je ne veux pas contribuer à la destruction de celle-ci. »

Si le pape acceptait de le recevoir, Mgr Lefebvre a indiqué qu'il lui demanderait de lui laisser faire l'expérience de la tradition. Mais il a regretté qu'il y ait « pour le moment » « une bastille infranchissable » entre lui et Paul VI.

Selon le cardinal Garrone, cependant (le Monde du 24 août), les portes de cette « bastille » ont toujours été et sont restées « ouvertes » à Mgr Lefebvre et le « pardon du pape est acquis d'avance. »

POINT DE VUE

Le pape est nu

par PIERRE de BOISDEFRE (*)

CHACUN jour, des prêtres jettent ce qui leur reste de soutane aux orbes, vendent les vases et les ornements sacrés, refusent de donner le baptême ou de confesser. Certains inventent une liturgie qu'ils substituent de leur propre chef aux prières de la messe. D'autres accueillent des femmes dans leur lit et passent les épaules avec l'accord de leurs supérieurs. Certains expliquent qu'il est vain de croire en Dieu, que seul compte le combat temporel des opprimés. Des théologiens professent que Dieu est mort en Jésus-Christ, et tiennent l'Eglise pour une vaste entreprise d'aliénation. Est-ce sur ces nouveaux théologiens, sur ces guerilleros de la sacralité que vont s'abattre les foudres romaines ? Vous n'y êtes pas. Celui que le pape frappe s'agenouille au pied de l'autel, dit sa messe en latin, prie la Vierge et tous les saints. Qu'a donc fait Mgr Lefebvre ? Il a commis le crime d'instruire et de mener jusqu'à l'ordination de jeunes hommes qui ne croient pas que la meilleure manière de se préparer au sacerdoce soit, comme on l'enseigne aujourd'hui, d'être au bal et de déflorer dans les « manifs ».

Mgr Lefebvre ne sait pas que ceux qui croyaient être dans l'Eglise n'y sont plus, que ceux qu'on croyait être au dehors occupent la place ? — Ainsi raisonne l'intégriste. L'Eglise ne lui inspire plus confiance. Enfermé dans ses certitudes, il n'a pas vu cheminer ce que le Père Bouillat appelait, prophétiquement, « la décomposition du catholicisme ». Or cette mise en question de l'Eglise survient au moment où l'Université, l'école, l'armée, la nation elle-même, — vaillent. Homme du passé, l'intégriste n'a plus rien à quoi se raccrocher. Il s'agrippe au rocher de la foi, qu'il confond avec un prestige passé. Les soutanes, le latin, les rites et, surtout, dans le monde de son enfance, voilà son univers. Il ne se rend pas compte qu'une Eglise qui a essaimé (encore bien insuffisamment) sur les cinq continents, qui s'adresse aux hommes de toutes les nations, sans distinction de couleur ni de race, ne peut plus être celle de saint Pie V, limitée à une Europe catholique.

Conservateur-ré, il s'étonne que l'Eglise ait cessé d'être le repaire des puissants et des riches (du principe, car il y a loin encore des hommes à la réalité). Il n'a pas digéré Vatican II. L'Eglise du concile de Trente lui suffisait.

Ce qui m'a retenu d'adhérer au beau livre de Maurice Clavel — Dieu est Dieu, non de Dieu ! — c'est le discrédit sournoisement jeté sur le concile. Clavel a-t-il donc oublié l'élan d'espérance qui avait salué l'ouverture de Vatican II ? Comment admettre que ces deux mille cinq cents pasteurs réunis au nom du Seigneur n'aient pas exprimé le sentiment de l'Eglise universelle ? Ce qui est vrai, c'est que le concile dans quel guépion on les a fourvoyés. Un signe, en tout cas, ne trompe pas : c'est l'efflux, autour de Mgr Lefebvre, des derniers tenants de l'Action française. Tout ce qu'a touché Maurras est mort, étiré par l'obsession du passé, par la rancœur et par la haine.

J'espère que Mgr Lefebvre, plus sage que Maurras, moins violent que Luther, saura éviter les gesticulations par lesquelles le retranchement de la communauté catholique. De toute manière, son combat est un combat d'arrière-garde. Tant d'autres tâches attendent l'Eglise ! L'évangélisation du monde est à peine commencée...

sur la Déclaration des droits de l'homme. Remodelé par Marx et par Freud, il n'accepte plus d'être tenu en liesse.

Ce qui est vrai, c'est que les déclarations du concile ont été mal appliquées et surtout très mal expliquées. L'Eglise, qui fut jadis l'institutrice du genre humain, a manqué d'esprit pédagogique. Elle n'a pas su servir des mass media. On attendait des réformes ordonnées et harmonisées, des encycliques claires, conformes à l'anthropologie moderne. On n'a eu que le contraste pénible entre les initiatives désordonnées des clercs et les rappels à l'ordre du pape. On a détruit les paroisses, mais rien n'est venu les remplacer. La lutte en avant des prêtres qui découvraient un peu tard la politique et la sexualité a désorienté les fidèles.

Certes, on ne peut plus parler de Dieu comme on le faisait dans l'Europe hiérarchique, aux trois quarts paysanne. Mais ce n'est pas parce que tout change, avec une incroyable rapidité, qu'il faut donner à des hommes déboussolés le sentiment que la religion elle-même change.

Ce qui frappe dans nos églises, ce n'est pas que la foi ait disparu, c'est la suffisance de quelques clercs, leur mauvaise goût, leur vulgarité. Ils se croient obligés de commenter le journal comme s'ils n'avaient rien de mieux à faire que de rivaliser avec la sacro-sainte télé. Pourtant, malgré certains efforts désordonnés, d'une sottise pathétique, ces nouveaux prêtres n'ont pu altérer l'esprit de l'Evangile (ils s'en sont même rapprochés). Trop d'entre eux, c'est vrai, se gargarisent avec le mot de socialisme comme ils se gargarisaient hier avec le mot de propriété. Trop d'évêques commentent pieusement les mandements syndicaux, comme d'autres célébraient hier les homélies du maréchal Pétain. Faut-il regretter de les voir — enfin ! — ouvrir les yeux sur la réalité sociale, et constater que le combat pour la vérité est inopérant s'il ne s'accompagne pas aussi d'un combat pour la justice ?

Je ne crois pas au schisme de Mgr Lefebvre. Ce dissident a, certes, plus de courage que bien des clercs à la mode, mais il manque d'humilité. Contrairement à ce qu'a dit Maurice Druon dans un pamphlet célèbre, ce n'est pas l'Eglise qui s'est « trompée de siècle », c'est Mgr Lefebvre et sa petite troupe intégriste qui rêvent de nous ramener à la morale cloac, au rigorisme, aux fastes baroques et aux intolérances crispées de l'Eglise du concile de Trente. Il a derrière lui, c'est certain, des laïcs fervents, des séminaristes au cœur pur. Mais ceux-là s'en iront quand ils verront dans quel guépion on les a fourvoyés. Un signe, en tout cas, ne trompe pas : c'est l'efflux, autour de Mgr Lefebvre, des derniers tenants de l'Action française. Tout ce qu'a touché Maurras est mort, étiré par l'obsession du passé, par la rancœur et par la haine.

amener à tirer quelques conclusions. Voici la première : cette crise secoue l'Eglise, mais elle ne l'abattra pas. Rome en a vu d'autres ! L'hérésie d'Arles ou le schisme de Luther étaient autrement graves que les barbaquades de nos seigneurs Lefebvre et Ducaud-Bourget.

Et voici la seconde : c'est le caractère limité, pour ne pas dire illusoire, des condamnations romaines. Qui serait aujourd'hui envoyé au bûcher Jean Huss et Savonarole ? Qui prendrait le risque d'excommunier Luther ? Qui oserait même condamner Lamennais ou le *Sillon* de Maro Sanguier ? Nous avons connu, en moins d'un siècle, la persécution anticoncilienne, la condamnation de l'Action française, celle des prêtres ouvriers. L'Eglise n'a le monde n'y ont rien gagné. En tout cas, qu'il s'agisse de Mgr Lefebvre ou de Dom Fronton, la « mise en garde » ne devrait jamais aller jusqu'à la « hors de l'Eglise ». L'« anathème » s'est plus de saison.

Troisième conclusion à tirer : la nécessité d'un grand effort pédagogique pour expliquer aux chrétiens la liturgie née du concile et pour les associer à son exécution. Il faudra rappeler aux clercs qu'il ne leur appartient pas d'imposer à tout prix, mais de rester à la portée du peuple chrétien, que l'on traite trop souvent comme s'il n'était qu'un troupeau d'ânes conduit par des pasteurs omnicompétents.

Dernière conclusion, difficile à mettre en œuvre : comment concilier la primauté de l'évêque de Rome — primauté de service, de prière et d'oblation, mais non plus pouvoir coercitif ou politique — avec la démocratie dans l'Eglise ? La collégialité ne doit pas se limiter au pasteur universel et aux évêques. Elle doit s'étendre aux prêtres et aux laïcs, associés dans la même exigence de partage : partage de la parole ; partage des richesses ; partage du service.

Il ne faut pas accabler Paul VI. Lourde est sa tâche ! Lui-même est tragiquement conscient de sa fragilité. Hamlet religieux (« notre éminentissime Hamlet », disait, parait-il, Jean XXIII) qu'il trotte au milieu des spectres et des tombes. Qui a contemplant sa frêle silhouette, déformée par l'arthrose, qui l'a regardé prier n'a pu qu'être ému. L'Eglise, quand Mgr Montini est monté sur le trône, faiblait encore ; elle paraissait unie, grande et prospère. Elle est inquiète, malade et divisée. Le pape le sait et il en souffre.

Mais, en dépit des apparences, Paul VI n'est pas seul. Le schisme, et schisme il y a, ne ralliera que ceux qui, consciemment, délibérément, refusent Vatican II, au nom de la tradition, dont le pape, justement, est l'héritier légitime ! Un très petit nombre, en vérité.

La pauvreté, la fragilité apparente de l'Eglise, voilà, peut-être, en fin de compte, la plus grande chance. Être chrétien ne donne plus le moindre avantage. Notre Eglise vermoulue ne peut plus effrayer personne ; elle ne fait même plus rire les lecteurs du *Canard enchaîné* ! Comment imaginer que cette pauvresse, que la rébellion du premier clerc venu fait trembler, a dominé le monde ? Le pape siège encore (pour combien de temps ?) sur un trône, mais il est nu.

Comme son maître.

Dans un siècle, on s'apercevra peut-être que cette chute, qui stupéfie le monde, était la chance de la foi.

* Diplomate et homme de lettres.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les additifs alimentaires sont-ils utiles ou nuisibles ?

Les additifs alimentaires sont-ils utiles ou nuisibles ? Difficile question, à laquelle il n'y a pas de réponse unique. Celle-ci varie suivant les additifs, quels qu'ils soient : la dose et l'emploi. Il y a en général — pour les produits autorisés — présomption d'utilité ; par ailleurs, leur nocivité est, soit jugée inférieure à ce qui est mesurable, soit

incomparable à leur utilité. Mais l'utilité et la nocivité sont des notions contingentes. Les progrès techniques peuvent rendre un additif inutile. Ceux de la toxicologie reculent les seuils de « non-risque ». Finalement, la question, même restreinte à un produit donné et à un mode d'utilisation précis, ne reçoit jamais qu'une réponse provisoire. Il ne

faut donc pas s'étonner qu'elle soit souvent contestée. Et il est tout aussi normal que la législation ait un retard sur l'état des connaissances. Nous mangeons, et nous continuerons de manger, des aliments qui contiennent des ingrédients qui n'y sont pas naturellement présents, quelque vague que soit cette dernière expression.

NOTRE alimentation contient des « produits chimiques » : c'est-à-dire des produits que le consommateur ne pense pas y trouver. Ce sont des conservateurs, stabilisants, colorants, émulsifiants, qu'on a volontairement ajoutés aux aliments. Mais aussi des contaminants divers, résidus de pesticides, sels minéraux provenant des réactifs qui ont servi à fabriquer les aliments et, dans le cas de la viande, de nombreux produits pharmaceutiques, en l'état, ou plus souvent dégradés par le métabolisme de l'animal.

Tous ces produits, quoique « non naturels », sont inévitables en pratique. Pour les consommateurs, c'est une évidence. Il est illusoire de croire qu'on peut élever du bétail sans le soigner ; il n'existe aucun matériel dont on puisse faire des réceptacles rigoureusement inattaquables. La preuve en est que les produits dits « biologiques » se révèlent souvent à l'analyse aussi contaminés que les autres. Quant aux additifs, ils ont leur raison d'être, et bien souvent on ne peut s'en passer.

Prenez le cas de la mayonnaise, pas toujours facile à obtenir par la méthode classique. Il existe une méthode plus sûre : acheter de la mayonnaise en tube. Mais c'est se condamner à ingérer au moins trois additifs. Un stabilisant biologique, fait, d'origine végétale, se transformerait rapidement en bouillon de culture. Un antioxydant, qui lui évite de rancir, est un émulsifiant, qui lui permet de rester une mayonnaise. Certes tous les additifs ne sont pas indispensables. Les colorants n'ont qu'une fonction psychologique. Même si on n'aime mieux ce qui est plus appétissant, on peut toujours s'en passer.

Faut-il pour cela les interdire ? Une position aussi abrupte est intenable : en bonne logique, on devrait d'abord interdire l'alcool, qui n'a aussi qu'une fonction psychologique. Il reste que le nombre des additifs présents dans un aliment a nettement diminué en moyenne depuis que ces additifs doivent être mentionnés sur l'étiquette.

La solution qu'on adopte presque tous les pays est le système des listes positives. Sont autorisés les seuls additifs qui figurent sur une liste. Ces produits ont subi des examens de toxicité. Des rats et des chiens en ont reçu des doses importantes, par voie alimentaire et souvent par injection. Une étude d'au moins deux ans (vie moyenne du rat) a vérifié que l'additif n'est pas cancérigène, et qu'il n'a pas d'action tératogène sur la descendance. On définit ainsi un niveau jugé sans risque, et, en prenant un large facteur de sécurité, usuellement cent, pour tenir compte d'accumulations possibles, on en déduit une dose journalière admissible.

L'identité et la pureté

Ce qui précède n'est qu'une description très sommaire. Chaque additif est justifiable d'une procédure particulière. La F.A.O. (Food and agricultural organization) et l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) réunissent annuellement un comité international d'experts, qui, sous leur commune égide, fait le point des connaissances. Il a établi plusieurs rapports généraux, sur les principes régissant l'emploi des additifs alimentaires, sur les méthodes d'essai toxicologique, sur l'évaluation de la cancérogénicité ; et il a défini pour de nombreux additifs des « normes d'identité et de pureté » qui sont

régulièrement remises à jour à la lumière des travaux nouveaux. Ces normes sont généralement reprises par les gouvernements (on par Bruxelles dans le cas de la C.E.S.) et fondent leurs législations.

Le problème d'identité et de pureté est fondamental. Rien ne sert de faire une étude toxicologique sur un produit si ce n'est pas celui qui sera incorporé aux aliments. Mais l'étude est tout aussi inutile si le produit réellement utilisé n'est pas fabriqué comme le produit testé. En effet, aucun composé chimique n'est rigoureusement pur. Changer le mode de fabrication revient à changer les impuretés que contient le produit final, et ces impuretés peuvent être toxiques. L'usine de Soveco fabriquant du trichlorophénol. Ce produit — qui n'est d'ailleurs pas destiné à l'alimentation — n'est probablement toxique par lui-même. Mais il contenait une impureté, la dioxine, dont il est prouvé qu'à des doses très faibles elle provoque des cancers et des malformations congénitales chez le rat, et dont on a tout lieu de craindre qu'elle n'ait les mêmes effets chez l'homme.

Or la pureté des additifs est mal contrôlée dans la législation actuelle. L'ouverture des frontières françaises liée au Marché commun a permis l'entrée de succédanés, des additifs autorisés, fabriqués par des méthodes différentes — il se faut bien pour échapper aux brevets — et qui contiennent donc d'autres impuretés. Une modification de la législation communautaire est en cours : elle reviendra en gros à accorder l'autorisation, non à un produit, mais à l'ensemble « produit-mode de fabrication-fabrique ». Cela garantira que l'additif mis sur le marché est très exactement celui qui a subi les essais toxicologiques et a été autorisé.

Autre trou dans la législation : l'absence de contrôle des produits vétérinaires. Une loi a bien été votée, mais on attend toujours les décrets d'application. Or ces produits, de même que les pesticides, ont des additifs pour améliorer leur efficacité. Ils peuvent s'accumuler dans l'organisme animal, et y atteindre des doses toxiques pour l'homme. En général, le métabolisme de l'animal empêche une telle accumulation et dégrade les produits ; mais ce n'est pas toujours le cas : on a vu récemment qu'un produit de ce genre, des cailloux avec le fruit de la ciguë, inoffensif pour cet oiseau, l'alaoude, qu'il contient s'accumule au point que la ciguë devient un véritable poison. Cet exemple est quelque peu caricatural, la ciguë ne tenant pas une grande place dans l'alimentation humaine ; il montre simplement qu'en matière de toxicité les choses ne sont pas simples.

Bien d'autres questions se posent, qui n'ont pas actuellement de réponse, à propos des additifs alimentaires. On sait très peu comment ils se comportent dans l'organisme humain. On ne sait d'ailleurs guère plus comment ils se comportent les additifs « naturels ». Le Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (C.N.E.R.N.A.) a proposé et fait accepter par la délégation générale à la recherche scientifique et technique plusieurs actions concertées, qui dépassent d'ailleurs le seul problème des additifs. Mais les recherches concernant la nutrition restent peu développées. Les consommateurs continueront longtemps à entretenir, envers la « chimie alimentaire », des craintes qui, pour être raisonnables, ne sont pas totalement dénuées de fondement.

MAURICE ARVONNY.

Libres opinions

QUELLE COOPÉRATION AVEC LE TIERS-MONDE ?

par JACQUES PELAGE et ALAIN BERTRAND (*)

DEPUIS quelques décennies, huit organismes spécialisés dans la recherche agronomique en milieu tropical, placés sous tutelle du ministère de la coopération, interviennent dans le tiers-monde, notamment en Afrique francophone et dans les départements et territoires d'outre-mer. Jusqu'à ces dernières années chacun disposait de ses propres stations de recherche, traitait directement avec les gouvernements étrangers et l'administration française et gérait son personnel suivant des règles internes. L'évolution politique de l'Afrique, l'irruption des fondations américaines... dans la « chasse gardée » et la nationalisation progressive des centres de recherche par les Etats de l'ancienne « Communauté » ont sérieusement ébranlé ce dispositif.

Pour le ministère de la coopération, il devenait urgent de coordonner rapidement les actions de cet ensemble hétérogène, de lui assurer un financement de type nouveau, de doter ses mille deux cents salariés d'un statut unique. Cette tâche d'harmonisation fut confiée à un groupement d'intérêt économique, le Groupement d'études et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT), chargé de représenter les instituts à l'étranger et face à la tutelle administrative, de soumettre les programmes de recherche à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), de répartir les fonds de l'enveloppe recherche et de négocier une convention collective avec les organisations syndicales.

Etablir une telle convention collective commune au personnel de huit instituts n'était pas chose facile en raison des différences des régimes existants, de la diversité des activités et de la dispersion des chercheurs et techniciens.

Cependant après deux ans de discussions, patrons et syndicats étaient d'accord sur l'essentiel. Seuls quelques points restaient à régler. C'est alors que la D.G.R.S.T. fit savoir aux employeurs qu'elle ne prendrait pas en considération une telle convention, trop favorable, à son avis, au personnel du GERDAT. Par ailleurs, le ministère de la coopération affirmait qu'il fallait, pour assurer la stabilité de l'emploi des chercheurs, adopter un statut qui ferait des salariés des organismes du GERDAT des agents contractuels d'un établissement public.

Pourquoi après avoir été à l'initiative de la négociation de la convention collective et informé régulièrement du déroulement des discussions, l'administration remet-elle tout en cause ? Essentiellement parce qu'imposer au personnel un statut de contractuel de l'Etat, c'est se libérer de l'application du code du travail sans que s'appliquent les dispositions du statut des fonctionnaires.

Se livrant à un chantage sur l'emploi, la tutelle publique espérait voir les chercheurs, en particulier expérimentés, renoncer aux garanties qu'ils avaient acquises par l'application d'un statut privé (ancienneté, prime de réintégration, indemnité en cas de licenciement...) pour accepter un statut de « contractuel » sans possibilité de titularisation dans la fonction publique. Certains craignent encore pouvoir convaincre les salariés en prétendant que les agents contractuels de l'Etat et des établissements publics ont pratiquement les mêmes droits que les fonctionnaires, ce qui, à l'évidence, est faux. Cela explique que les représentants syndicaux C.F.D.T. aient rejeté les « propositions » du ministère de la coopération, tutelle des instituts. La C.F.D.T. demande, puisque le statut de fonctionnaire titulaire pour tout le personnel n'est pas envisagé, le maintien du régime de droit privé et, donc, la reprise de la négociation de convention collective.

Mais le problème du statut du personnel pose en fait celui de la spécificité des recherches agronomiques dans les pays tropicaux du tiers-monde. Les chercheurs agronomes, forestiers, vétérinaires... du GERDAT, coopérants techniques dans ces régions, sont ou se veulent le lien entre le service du développement. Les recherches et travaux sont orientés vers une application à une diffusion rapide en milieu rural traditionnel, souvent destinés à résoudre des problèmes vitaux (production de céréales par exemple). Le programme doit (le plus souvent devrait) être déterminé par et selon les besoins du pays aidé. Le coopérant doit (le plus souvent devrait) travailler en liaison avec les techniciens autochtones qui le remplacent un jour, le former, insérer l'agronome tropical qui travaille dans un pays en voie de développement dans une structure comparable à celle de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) en métropole, c'est le gâcher dans un cadre corpu pour une recherche différente. Dans une telle structure, un chercheur contractuel doit, soit renoncer à une carrière décente, soit se consacrer à des travaux qui ne correspondent pas forcément aux besoins des pays. On peut redouter en effet que certains travaux demandés par ces pays attirent peu les chercheurs si, comme c'est le cas dans les grands organismes nationaux de recherche, leur carrière est régie par un système de concours nécessitant de leur part des travaux fondamentaux de longue haleine. La recherche du GERDAT est un des maillons de la recherche agronomique tropicale.

De ce point de vue, le texte déjà négocié de la convention collective GERDAT s'écarterait plus ou moins de la politique de développement particulière de chacun des pays tropicaux, que ce soit celle de la Côte-d'Ivoire ou du Vietnam socialiste.

En décidant, selon la formule d'un haut fonctionnaire, de « mettre la convention collective au réfrigérateur », la tutelle fait le choix de limiter les axes de recherche, de porter atteinte à un type de recherche dont le tiers-monde a besoin, de renoncer à des formes de coopération que certains Etats souhaitent.

(*) Représentants syndicaux C.F.D.T. auprès du GERDAT.

LIVRES

■ LE NUCLEAIRE EN QUESTION, par Pierre Samuel, 127 p., 15 F. Editions Entente, 12, rue Honoré-Chevalier - 75006 Paris.

Pierre Samuel n'est pas précisément un chervin aux idées courtes. Cinquante-quatre ans, le calme, sans barbe de diplomate décrochée au France et aux Etats-Unis, il est actuellement professeur à l'université Paris-Sud. Sa spécialité : les mathématiques. Pendant dix ans, il a été que l'électronicien était une panacée. Puis il a commencé à se poser des questions, de plus en plus de questions, auxquelles, en bon scientifique, il ne parvenait pas à trouver de réponses satisfaisantes. Aujourd'hui, il ne croit plus du tout que les centrales atomiques seraient les cathédrales de demain.

Sous le titre « Le Nucleaire en question », premier ouvrage d'une collection que les Editions Entente ont baptisées « Les Cahiers de l'économie », il fait le point sur les dangers techniques, économiques et politiques du pari nucléaire. Pour que l'exposé soit accessible au plus grand nombre, Pierre Samuel s'est prêté au jeu des questions posées par le journaliste Claude-Marie Vadrot. Le résultat est un livre de poche : le plus commode et le plus simple qu'on ait publié jusqu'à présent sur le débat de fond qui agite l'opinion française. En trente questions et trente réponses, c'est-à-dire en deux heures de lecture, les choses sont dites. Cette technique permet des raccourcis fort intéressants. Ainsi, pour répondre à l'argument selon lequel renoncer au nucléaire serait revenir à l'âge des cavernes, Pierre Samuel fait simplement observer : « Pour retrouver un gros bouquetier pour servir où il paraît à ses égaux, il faut montrer que les mystères atomiques n'ont pas l'importance qu'on leur accorde, qu'ils ne font que faire croire que le choix à faire relève de la responsabilité des citoyens, et non de celle des techniciens.

■ A CHACUN SON TEMPS, d'Alfred Jarry, 224 p., 50 F. Flammarion, 5, rue de la Harpe - 75001 Paris.

La première partie du livre traite du temps des physiciens et des astronomes, que les auteurs appellent « le temps de la mécanique ». C'est le temps objectif, c'est le point fixe sur lequel s'arrêteraient tous ces temps flous dont les auteurs parlent ensuite. Le tiers d'un temps solide conduit les auteurs à passer un peu rapidement sur l'apport de la théorie de la relativité au concept de temps.

■ LE DOSSIER DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, par Jean-Claude Rives et François Villard, 224 p., 34,50 F.

Demain, les machines penseront. Sur ce thème, les auteurs nous entraînent dans une longue suite de digressions, passant constamment d'un sujet à un autre, chacun un thème alors qu'il l'ont à peine présenté sans l'exploiter, s'égarant dans les anecdotes... Page 110 après un rappel sur les divers automates du passé, on lit brutalement : « On a voulu, bien à tort, classer les calculatrices analogiques parmi les ordinateurs. Disons en maintenant. C'est sans doute là une question intéressante, mais qui n'a rien à faire à cet endroit. » Il est dommage que ce dossier soit un feuillet, car il contient d'excellentes choses. Les machines penseront sans doute demain ; les auteurs auraient pu penser, dès aujourd'hui, qu'un bon livre ne s'est pas seulement un livre bien documenté.

■ OPERATION CELACANTER, de Jean Anthy, 128 p., 19 F. Armand, dans la collection « Vire et revire l'aventure », 199 pages, illustrations, en noir et en couleurs, 52 francs.

Rapporté depuis quinze millions d'années, le celac-

canthe a réapparû le 22 décembre 1982, devant les yeux de l'Afrique du Sud. Les spécialistes, fort étonnés de cette réapparition, ont cependant dû attendre 1982 pour qu'un deuxième spécimen de ce « dinosaure vivant » soit pêché devant l'île comorienne d'Anjouan. Depuis lors, les prises se sont multipliées. En décembre 1975, on en était à quatre ; en 1976, on en était à dix. Les captures ont été faites par des pêcheurs locaux, mais les captures ont été faites par des pêcheurs locaux, mais les captures ont été faites par des pêcheurs locaux.

M. Jean Anthy, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, titulaire de la chaire d'histoire naturelle, a écrit, avec le professeur Jacques Millot, un traité en trois tomes sur le celacanth. En 1, il a participé, en 1971, à l'expédition anglo-franco-italienne qui a pêché le celacanth spécimen de cet extraordinaire poisson. Il a donc pu faire et l'opération celacanth et un livre à la fois très documenté et très vivant. Le lecteur s'amusera des détails pleins d'humour — la pêche a été pleine d'imprévu courée avec bonne humeur — et il apprendra sans lassitude les principales particularités du celacanth qui, depuis trente-huit ans, n'a cessé d'étonner le monde savant ou profane.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

ASTRONOMIE

La taille des volcans de Mars

La disproportion entre la taille des volcans terrestres et celle de leurs homologues sur Mars viendrait du fait que la croûte du sol de la planète rouge est très épaisse et d'un seul tenant, indique un rapport du Bureau fédéral de Géologie (U.S. Geological Survey).

Selon Michael Carr, spécialiste en astrophotologie, les volcans de la Terre sont de petite taille parce que la croûte terrestre est fragmentée en plaques. Ces dernières sont continuellement en mouve-

ment, et ce n'est donc jamais le même endroit de la plaque qui se trouve au-dessus des points chauds situés sous la croûte.

Par contre, la croûte du sol de Mars serait d'un seul tenant. Elle est en effet très épaisse, ce qui empêche sa cassure en plaques. Les points chauds y provoquent donc des éruptions toujours aux mêmes endroits, ce qui forme des volcans géants.

Les photos de la planète rouge prises par la sonde américaine Mariner-9 ont montré que le plus grand volcan, Olympus Mons, a un diamètre à la base de 500 à 600 kilomètres, et une hauteur de 24 000 mètres. Il est donc cinq fois plus large et trois fois plus haut que le plus grand volcan terrestre, le Mauna Loa.

À Hawaï (120 kilomètres et 7 000 mètres).

Trois autres volcans situés dans un rayon de 1 000 kilomètres autour d'Olympus Mons ont des diamètres à la base de 400 kilomètres et des hauteurs de 19 000 mètres.

Selon M. Carr, on peut estimer l'épaisseur de la croûte martienne à au moins 300 kilomètres d'après la hauteur de ces volcans. L'activité volcanique sur la planète rouge est bien moindre que celle de la Terre. De plus, les volcans les plus importants sont tous situés dans l'hémisphère Nord de la planète rouge. Les volcans de l'hémisphère Sud apparaissent plus nombreux mais plus érodés, et ils ne montrent pas d'activité géologique récente.

EN TOUTE LOGIQUE Irritation

PROBLEME N° 73

Un logicien s'aperçoit qu'un de ses cliques pousse vers l'intérieur d'un de ses yeux et lui irrite la cornée. Il l'arrache. Comme le phénomène se répète, il décide de l'étudier. Il observe qu'il est irrité : deux jours plus tard, puis deux jours plus tard, puis à des intervalles successifs de 5-3-1-3-4-3-3-2-2-8-1-2, etc.

Le logicien peut-il persister à penser qu'un cli est une croissance régulière et constante et en déduire une conception précise du phénomène ?

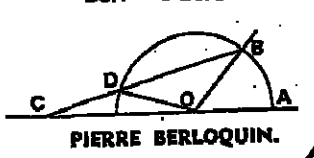
(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

Solution du problème n° 72

Comment faire la trisection d'un angle avec compas, règle et bande de papier ?

Le sommet O de l'angle donné, AOB, est centre d'un cercle de rayon OA et OB. On porte la longueur de ce rayon sur une bande de papier que l'on fait passer par B. On ajuste pour que la longueur du rayon PO sur ce papier soit égale à ce rayon et que P coïncide avec un point O du cercle et O à un point C du diamètre. AOB est le tiers de AOC.

En effet, CDO est isocèle et DCO = DCC. Donc, en tant qu'angle externe, BDO = DCO + DCC = 2 DCO. Mais BDO est isocèle également et BDO = DBO. On a donc : BOA + DCO = DBO + BDO BOA = 3 BCO.



PIERRE BERLOQUIN.

ACTUALITÉ MÉDICALE

CORRESPONDANCE

L'hôpital public coûte-t-il plus cher que les cliniques privées ?

« L'hôpital public coûte-t-il plus cher que les cliniques privées ? » Dans un document publié dans la première quinzaine de juin, et auquel le Monde avait fait un large écho (dans nos dernières éditions datées du 11 juin et nos premières éditions datées du 12 juin), l'Assistance publique de Paris (A.P.) et la Fédération hospitalière de France, qui représentent les hôpitaux publics, déclarent à un document publié en mars par la Fédération intersyndicale des établissements hospitaliers privés (F.I.E.H.P.) et dans lequel cette organisation, à partir d'exemples précis et chiffrés, arrivait à la conclusion que « les cliniques privées coûtent moins cher à la collectivité ».

A son tour, la F.I.E.H.P. répond par un nouveau document intitulé : « Les chiffres sont têtus ». M. Yves Lecoutour, président de la F.I.E.H.P., nous a fait d'autre part parvenir une lettre dont nous publions ici de larges extraits, accompagnés d'une nouvelle réponse de l'A.P. et de la F.H.P.

A propos de la première réponse de l'Assistance publique (à l'acte rectifié des chiffres), la F.I.E.H.P. précise : Tous les chiffres utilisés sont extraits du rapport 1974 de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés et ils portent uniquement sur les frais de séjour « maladie ». (...)

Le rapport de la CNAAM (p. 63) nous apprend qu'en 1974, 136 198 932 journées d'hospitalisation pour une dépense globale de 18 milliards 232 378 593 francs. Le décombrement des journées d'hospitalisation est global et le rapport n'indique pas la part respective de chaque secteur. Nous avons donc interrogé le service statistique de la CNAAM pour obtenir cette précision. Il nous a été répondu que toutes les caisses n'avaient pas encore effectué ce partage mais que, en fonction des résultats actuellement connus, la part de chaque secteur dans le nombre total des journées d'hospitalisation s'établissait provisoirement ainsi :

— Secteur public : 52,69 %, soit 71,76 millions de journées ;

— Secteur privé : 47,31 %, soit 64,44 millions de journées.

Rappelant que le secteur privé regroupe deux catégories d'établissements, les établissements à prix conventionnels et les établissements à prix préférentiels, ces derniers ayant leurs tarifs fixés dans les mêmes conditions que les établissements publics et à des niveaux souvent doubles et parfois triples de ceux des établissements à prix conventionnels, la F.I.E.H.P. affirme : Si l'on comparait les tarifs des hôpitaux publics au prix conventionnel, on serait conduit à constater un écart bien inférieur à celui qui existe entre les tarifs des hôpitaux publics et ceux des établissements privés à prix préférentiels.

Supposons, continue la Fédération, que le secteur privé n'ait pas existé en 1974. Les 64,44 millions de journées qu'il assurait auraient été assurées par le secteur public, en supposant qu'il en ait eu la possibilité. La dépense supplémentaire, estime la F.I.E.H.P., aurait été de 3,63 milliards de francs.

La Fédération, d'autre part, indique que, dans les chiffres avancés par l'A.P., la durée de séjour en établissement public a été minorée d'une journée, au prétexte qu'en hospitalisation publique, le jour de sortie n'est pas facturé. Le fait est exact, mais la durée de séjour moyenne invoquée dans le document de l'Assistance publique (quinze jours pour l'ensemble du secteur public, 13,7 jours à l'Assistance publique et 12,4 jours dans le secteur privé) corrige cette différence dans la facturation.

Il est donc faux de prétendre que dans le cas de l'appendicéctomie l'écart de tarif a été « artificiellement gonflé de plus de 700 francs » et « faussé le résultat de 1 000 francs en ce qui concerne le prix d'un accouchement ».

A propos de la deuxième réponse de l'Assistance publique (on peut proposer des chiffres contradictoires et choisir les exemples qui vous favorisent), la F.I.E.H.P. justifie son choix, comme exemple, de l'appendicéctomie :

La Journée nationale du K ayant fait apparaître que le coefficient « K » de l'acte de chirurgie (coefficient dont le taux, coté en K, varie suivant l'importance de l'intervention pratiquée) s'élevait à 2,45 dans les établissements publics et à K 50,93 dans les établissements privés, il nous a paru équitable de prendre une base de comparaison proche de ces chiffres, et c'est pourquoi nous avons choisi l'appendicéctomie cotée K 50. (...)

Or, au contraire, l'Assistance publique veut fonder ses comparaisons non pas sur des interventions moyennes mais sur un double pontage corrélatif d'une part et une prothèse totale de la hanche d'autre part, interventions cotées respectivement K 300 et K 220. (...)

Choisir des interventions au niveau K 300 et K 220 équivaut à raisonner sur des cas exceptionnels et à tirer des conclusions non significatives de l'ensemble. En effet, les tableaux produits par la Sécurité sociale à l'occasion de la Journée nationale du K font ressortir que 1,6 % des interventions sont cotées K 180 et au-dessus, donc moins de 1,6 % pour la tranche K 220 et au-dessus. Mais il n'y a pas que le double pontage corrélatif et la prothèse totale de la hanche dans la tranche K 180 et au-dessus ; la nomenclature des actes professionnels énumère dans ce groupe une trentaine d'interventions. Comment tirer une conclusion valable pour l'ensemble à partir d'une démonstration portant sur environ deux trentèmes d'une

tranche ne représentant même pas 1,6 % du total des actes ? En fait, à propos de la troisième réponse de l'A.P. (il faut comparer ce qui est comparable), la F.I.E.H.P. critique à son tour l'adoption par l'A.P. des nouvelles unités de tarification imposées par le CREDOC : « le prix synthétique de journée », « le prix synthétique des soins ». Ces données nouvelles, définies très sommairement, permettraient de dire que le tarif journalier des établissements s'établit à 332 F dans le secteur privé et à 349 F à l'Assistance publique (alors que le seul prix de journée sans honoraires est déjà de 526 F), conséquence au moins inattendue de l'abus de méthodes techniques pratiquant un égotisme distingué.

La F.I.E.H.P. termine en citant le rapport de l'inspection générale des affaires sociales de 1972 : On ne doit pas s'interroger sur les raisons qui sont à l'origine de différences si importantes laissant supposer un gaspillage ou de doubles emplois dans le secteur public. Rappelant ses calculs, qui aboutissent, pour la prise de journée d'une appendicéctomie, à 255,88 francs pour le secteur privé et à 344 francs pour le public, la Fédération conclut : Ce sont, semble-t-il, ces chiffres figurant sur la facture qui intéressent le malade et la Sécurité sociale car ils représentent le montant réel de la somme à déboursier.

Dans leur réponse, la Fédération hospitalière de France et l'Assistance publique de Paris font deux observations :

1) Pour la F.I.E.H.P., l'activité en médecine, en chirurgie et en spécialités techniques des hôpitaux publics, et notamment des

hôpitaux universitaires parisiens retenus dans ses comparaisons, serait strictement comparable à celle de n'importe quelle clinique privée. Les tarifs, par suite, pourraient être mis en regard les uns des autres. Cette hypothèse est, à l'évidence, inexacte.

D'autre part, la valeur de symbole qui est accordée à la « lacune » payée pour une appendicéctomie est étrange. En chirurgie, les hôpitaux publics assurent l'essentiel sinon l'exclusivité de la petite chirurgie d'urgence, la plupart du temps sans hospitalisation, les urgences chirurgicales lourdes et les interventions de haute technicité. Dire que l'appendicéctomie est représentative de la moyenne de ces interventions n'est pas sérieux. En revanche, il serait intéressant de savoir comment ces interventions sont assurées par les cliniques privées et le cas échéant, combien elles sont facturées.

2) Le vrai problème pour les hôpitaux publics comme pour les cliniques privées est celui du coût réel et de la qualité des soins dispensés. Il faut, en particulier, garantir le bon usage des fonds publics consacrés à la santé, en éliminant les coûts non liés aux soins.

Chaque secteur doit donc analyser son activité sans complaisance et, lorsqu'il demande une augmentation de ses prix, ouvrir ses propres livres de dépenses. La Fédération hospitalière de France et l'Assistance publique de Paris souhaitent par leur part ne plus être mises en cause par la F.I.E.H.P. à l'occasion de discussions sur l'augmentation des prix de journées des cliniques privées.

et à Lyon, on a utilisé trois indicateurs permettant de comparer les intégrations sociales, familiale et professionnelle. Dans les deux cas, l'efficacité des systèmes sectoriels et classiques a été voisine, avec cependant un léger avantage à la psychiatrie de secteur.

La Fédération hospitalière de France et l'Assistance publique de Paris souhaitent par leur part ne plus être mises en cause par la F.I.E.H.P. à l'occasion de discussions sur l'augmentation des prix de journées des cliniques privées.

« Le fait que les deux systèmes de soins aient globalement des efficacités voisines rend essentiel la comparaison de leurs coûts », a indiqué Mlle Chaplain : « Vendée, le coût global de la prise en charge de cent malades sur quatre ans est de 18 millions (au prix de 1973) en psychiatrie traditionnelle (période 1963-1968) et de 2,5 millions de francs en psychiatrie de secteur (1970-1973), ce qui semble donner l'avantage aux méthodes classiques. Ce rapprochement s'explique cependant, devait indiquer Mlle Chaplain, par la médicalisation croissante des services hospitaliers et un effort important fait sur la formation.

L'évaluation faite à Lyon, où les comparaisons ont été établies sur la même période, est donc plus intéressante : le coût moyen de la prise en charge d'un malade est de 9 000 francs dans le secteur apportant des soins extra-hospitaliers ; il est du double (18 000 francs) quand n'existe que l'hospitalisation traditionnelle. D'une façon générale, l'étude a montré l'importance du coût de l'hospitalisation : « Le bénéfice financier de la politique de secteur dépend donc, estime Mlle Chaplain, de sa capacité d'éviter des hospitalisations ».

Cette capacité d'éviter l'hospitalisation exige une très bonne prise en charge en dehors de l'hôpital, et demande donc le plus souvent de gros moyens, surtout en personnel : « Tout se passe, en définitive, devait conclure Mlle Chaplain, comme si existait un seul de moyens en deçà duquel l'extra-hospitalier s'ajoute à l'hospitalisation, sous forme de post-cure, au lieu de s'y substituer ; la réduction de l'hospitalisation s'obtient au-delà de ce seuil. » — X. W.

Une évaluation coût-efficacité de la psychiatrie de secteur

MISE en place théorique depuis 1960, en fait réellement active depuis le début des années 70, la psychiatrie de secteur tend à prendre le plus possible en charge le patient en dehors de l'hôpital, pour faciliter son intégration sociale, familiale et professionnelle. Ainsi est-il intéressant de savoir quelle est vraiment son efficacité, et si elle atteint vraiment son objectif : c'était le but d'une enquête réalisée en 1974-1975 par les services du ministère de la santé, et que Mlle Marie-Thérèse Chaplain, chef du bureau des études et du plan à la direction générale, a récemment présentée devant la Société de démographie, d'économie et de sociologie médicale.

Une précédente enquête, à la fin des années 60, s'était heurtée aux difficultés de définir des indicateurs permettant de mesurer les résultats. Aussi les enquêteurs ont-ils, cette fois, confié aux équipes psychiatriques elles-mêmes la tâche de définir ces indicateurs : « Il s'est donc agi, a précisé Mlle Chaplain, de repérer avec chaque équipe quels objectifs elle fixait à son action, et ensuite de déterminer dans quelle mesure ces objectifs étaient atteints ».

L'enquête a porté sur plusieurs secteurs dans l'Isère, en Vendée, où elle a permis de comparer les années 1970-1973 aux années 1963-1968, où régnait encore la psychiatrie « traditionnelle » : à Lyon, où l'on a comparé, aux mêmes dates, deux types de prises en charge, l'une centrée sur l'hospitalisation, l'autre en grande partie axée sur l'hospitalisation à domicile.

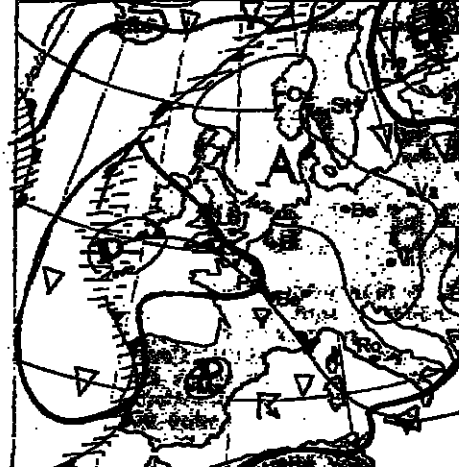
Les premiers résultats ont permis de comparer la population prise en charge globalement par le secteur, tant en hospitalisation, qui subsiste, qu'en « extra-hospitalier », à celle suivie par la psychiatrie traditionnelle. Les mêmes données, deux types de prises en charge, l'une centrée sur l'hospitalisation, l'autre en grande partie axée sur l'hospitalisation à domicile.

L'efficacité de chaque système a donc, dans chaque cas, été évaluée par l'équipe. En Vendée

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.8.76 à 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 24 août à 6 heures et le mercredi 25 août à 6 heures. La situation n'évolue que très lentement en France au cours de ces deux jours. Des masses d'air continental sec persisteront sur le nord et le nord-est de la France, tandis que les autres régions resteront sous l'influence de masses d'air chaud humide et instable.

Mercredi 25 août, le temps restera sec et bien ensoleillé de la Flandre à l'Alsace, où les vents de secteur ouest seront faibles. Sur le reste de la France, après une matinée parfois brumeuse, la ciel sera très variable. Il y aura des éclaircies assez belles mais aussi des nuages d'instabilité qui donneront localement des orages l'après-midi et le soir. Les vents de sud à sud-est seront faibles, sauf sous les orages. Les températures resteront du même ordre que celles de la veille, quelques baisses accompagnant toutefois les orages.

Mercredi 25 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : Paris, 1015,5 millibars, soit 761,9 millibars de mesure. Les températures (le premier chiffre indique la maximum enregistré au cours de la journée du 24 août ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Alençon, 25 et 15 degrés ; Amiens, 25 et 15 ; Angoulême, 25 et 15 ; Arras, 25 et 15 ; Bastia, 25 et 15 ; Belfort, 25 et 15 ; Besançon, 25 et 15 ; Bourges, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Clermont-Ferrand, 25 et 15 ; Dijon, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Lille, 25 et 15 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille, 25 et 15 ; Nancy, 25 et 15 ; Nantes, 25 et 15 ; Nice, 25 et 15 ; Orléans, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Perpignan, 25 et 15 ; Rennes, 25 et 15 ; Strasbourg, 25 et 15 ; Toulon, 25 et 15 ; Toulouse, 25 et 15 ; Valence, 25 et 15 ; Vannes, 25 et 15 ; Verdun, 25 et 15 ; Yverdon, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais, 25 et 15 ; Cherbourg, 25 et 15 ; Colmar, 25 et 15 ; Concarneau, 25 et 15 ; Dunkerque, 25 et 15 ; Epinal, 25 et 15 ; Evreux, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Guéret, 25 et 15 ; Hanoi, 25 et 15 ; Harbin, 25 et 15 ; Hong Kong, 25 et 15 ; Indragav, 25 et 15 ; Jeddah, 25 et 15 ; Jérusalem, 25 et 15 ; Lima, 25 et 15 ; Londres, 25 et 15 ; Los Angeles, 25 et 15 ; Madrid, 25 et 15 ; Moscou, 25 et 15 ; New York, 25 et 15 ; Nouméa, 25 et 15 ; Ouganda, 25 et 15 ; Paris, 25 et 15 ; Pékin, 25 et 15 ; Rome, 25 et 15 ; Saint-Petersbourg, 25 et 15 ; Séoul, 25 et 15 ; Singapour, 25 et 15 ; Stockholm, 25 et 15 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tokyo, 25 et 15 ; Vancouver, 25 et 15 ; Yokohama, 25 et 15 ; Zénaga, 25 et 15 ; Alger, 25 et 15 ; Annaba, 25 et 15 ; Arzew, 25 et 15 ; Bône, 25 et 15 ; Brest, 25 et 15 ; Caen, 25 et 15 ; Calais,

هنا من الامم

ARTS ET SPECTACLES

Festivals Les musiciens du Nil à Châteaillon

Vêtus d'un costume noir ou ocre foncé à l'exception de celui du joueur de tambour, d'un bleu vif — et coiffés d'un turban blanc, les huit musiciens égyptiens qui viennent d'occuper les scènes de la région de Châteaillon, ont été accueillis par un public enthousiaste. Ils ont joué, au cours de leur séjour, des musiques traditionnelles de la région du Nil, de la Haute Égypte, et les visages imposants, moustache, placés au centre, tous deux tenant un rebab (1) sur un genou, de même qu'un troisième spécialiste de cet instrument arabe du violon, est resté. A la gauche des trois rebabs sont groupés les vents : le hautbois, le sarrus, une petite flûte « solima » et un phou, instrument à anche simple composé de deux roseaux de tailles différentes accolés (2). A droite enfin, les percussions : la darbouka et le tār (3), lequel sera parfois remplacé par un « tabla baidi », sorte de tambour à deux membranes frappées chacune par une baguette.

Le contact avec le public festif, venu aussi nombreux que pour les autres concerts de la région, a été le premier moment de la tournée. Comme la plupart des musiciens réunis autour de lui, Metgüi Qendoui Metgüi est originaire des environs de Louxor, d'une région où la musique est une tradition populaire de cette région de la vallée du Nil. C'est une musique expressive et pleine de sensibilité qui est donnée à entendre. Une musique la plus souvent folle, mais qui apparaît avec une simplicité et une pureté de la finesse et de la subtilité. Il n'est que d'écouter pour s'en convaincre. Le jeu harmonique nuancé du rebab, celui-ci utilise parfois son rebab en faisant glisser l'archet sur les cordes, tandis que le joueur de darbouka sur celles-ci. Une musique où la place du solo reste cependant limitée dans le temps et où souffrent un esprit collectif. Une musique enfin, essentiellement fondée — comme c'est le cas pour la quasi-totalité de la musique arabe — sur l'expression vocale.

Après un tār (4) de rebab, Metgüi Qendoui Metgüi, et un tār, voix chaude et vibrante, au grain non larmé, chante généralement à l'unisson une mélodie qu'il fait débiter.

MORT DU PEINTRE ANDRÉ LANSKOV

Le peintre français d'origine russe André Lanskov est mort dans la nuit du 21 au 22 août, dans son atelier parisien. Il était âgé de soixante-quatre ans.

Né à Moscou en 1902, arrivé à Paris en 1921, Lanskov fréquente l'atelier de la Grande Chaumière, et s'intègre au groupe des peintres russes établis dans la capitale. Il commence à exposer avec eux ; remarqué en 1924 par Wilhelm Uhde, c'est grâce à celui-ci qu'il réalise sa première exposition individuelle l'année suivante, à la galerie Bing.

Si ses débuts sont figuratifs — il est d'abord attiré par le paysage — il s'oriente progressivement vers un mode d'expression non figuratif, première gouache abstraite en 1928, premiers tableaux abstraits en 1929, marqués par des recherches de lumière et de couleurs vives, solidement charpentées. Des couleurs chaudes — à dominante de rouges et de jaunes dans les années 30 — dominent en des rythmes sonores et souvent joyeux, marquant dès lors son art d'un lyrisme à la fois libre et maîtrisé qui s'inscrit comme des souvenirs d'art populaire.

Lanskov, qui a beaucoup exposé autour des années 30, figure régulièrement au Salon de mai. On lui doit depuis plus de vingt ans de nombreuses œuvres de paysages pour les manufactures d'Aubusson. Ces dernières années, il se consacrait exclusivement à la peinture. — G. B.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75227 PARIS — CDEX 09
C.C.P. 4897-22

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
es-Commançants (en Algérie)
20 F 150 F 225 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
TAIR VOIE NORMALE
165 F 310 F 455 F 600 F

ÉTRANGERS
par mandats
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 305 F 400 F

II. — TUNISIE
125 F 230 F 335 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse difficiles ou impossibles (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à nous adresser une demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payés en espèces d'impression.

Estivales Le quarantième Guillaume Tell d'Interlaken

Le pouvoir est un chapeau hissé en haut d'une longue perche. Planté sur la place publique, le pouvoir nouveau du bailli Gessler est à saluer, avec respect. La domination des Habsbourg s'étend, aux dépens de l'empire germanique. L'Autriche cherche à annexer la Suisse. L'histoire de Guillaume Tell est celle d'une antique révolte près du lac des Quatre-Cantons, c'est la légende du serment solennel de Ruz. C'est bien cela : la Confédération helvétique est née au XIII^e siècle. C'est Frederick Schiller qui a

A PARIS Plus ou moins sympathique

Mais oui, on peut rire, à Paris, au mois d'août, même si on a déjà vu Jean-Claude Montali au Petit Casino.

Qu'est-ce qui fait rire ? La troupe Théâtre et Lumière s'est donnée pour mission « d'écarter le sens moral et d'écarter de l'art et de la vie à travers toutes les expressions artistiques ». L'idéal de Don Alvaro Dabo, dont Montherlant propose le modèle dans le Maître de Santiago, répond, paraît-il, « à l'engagement et au sens de l'action » de la compagnie.

Affaire d'écabote et de haute spiritualité, la pièce avait fait scandale en 1948, le dernier maître de Santiago étant de toute évidence anti-imperialiste.

Les « Deux Suisses au-dessus de tout soupçon », qui ont monté leur spectacle en s'inspirant par endroits (c'est comme les notes dans le chœur) de la livre de Jean Ziegler, ont choisi le cadre : mais qu'il arrive au propos politique ? Chez Montherlant, il s'est noyé dans le mysticisme, chez eux il s'est étranglé dans un gros rire. Très foliotique, tout ça : les Suisses

pas mieux traités que les Belges, et Montherlant mis en scène dans un chœur. On ne croit ni aux uns ni à l'autre ; pour un peu, on se tromperait de spectacle comique.

Aux Blancs-Manteaux se succèdent, en revanche, des comédiens dont la bonne humeur réjouit. On se sentira plus ou moins concerné par « les petits plans populaires » qui constituent l'essentiel du numéro finaliste des Jeunes ; on sera plus ou moins indulgent pour la science-fiction gentille qui alimente les sketches écrits par Marc Jolivet (les Conclerges de l'espace). Sans que cela soit suffisant pour expliquer l'engouement du public qui, depuis plusieurs mois, s'entasse pour écouter. C'est pas une vie, Jeanne, la vie qu'on vit, on a envie de dire : « C'est bien sympathique. » — Cl. D.

★ Le Maître de Santiago : Clotilde des Biliettes, 21 h. 45.
★ Deux Suisses au-dessus de tout soupçon : Café d'Edgar, 22 h. 15.
★ C'est pas une vie, Jeanne : Les Blancs-Manteaux, 20 h. 45.
★ Les Conclerges de l'espace : Idem, 22 h.

En bref Cinéma

« Demain les mêmes »

Avec de modestes moyens, Jean Poulakis (c'est son premier film) a réalisé un conte de science-fiction qui est aussi une table sociale inquiétante.

Un couple, retranché dans un coin de campagne, a échappé à une catastrophe qui a dévoté l'espèce humaine. Cette catastrophe n'est que suggérée, mais on y croit. Après la mort de sa femme, assassinée par des robots, l'homme, Philippe, reste seul. Une communauté d'enfants perdus vient s'installer à proximité. Philippe tente de les apprivoiser, les nourrit, leur parle. Les enfants acceptent tout mais ne lui répondent jamais. Bien que, physiquement, rien ne les signale comme différents des petits d'homme, ce sont des mutants, qui vont rompre complètement la relation adulte-enfant, devenir dominateurs et chasseurs. Ainsi, dans la suite, une légende, de Richard Matheson, les vampires devenaient une nouvelle espèce « normale » qui devait éliminer l'homme ancien. Jean Poulakis a dû s'en souvenir.

Mais tout son film belge dans un quotidien qui devient étrange, effrayant, à force de réalisme. La monstruosité, si elle existe, est morale. Que deviendrait une société où des enfants, froids, dévotés, n'obéissent plus aux lois des hommes ni à leurs sentiments, prendraient le pouvoir ? — J. S.

★ Impérial-Palé, Haute-fleur, Olympe, Gaumont-Convention.

« Comme un boomerang »

Sous l'influence de la drogue et de l'alcool, un garçon de dix-sept ans, Eddy Batkin, a tué un policier. Son père, homme d'affaires, directeur, Nica d'une entreprise de transports, se bat pour que sa responsabilité soit atténuée. Mais le juge d'instruction n'aime pas les bourgeois, et les journaux déterrent le passé de Jacques Batkin. Fils d'un mineur polonais émigré, il a fait, au surplus, de la prison pour cambriolage d'une banque.

José Giovanni a écrit, pour Alain Delon, le rôle humain d'un homme qui a réglé sa dette à la société mais qui se trouve atteint à travers son fils et contraint de se conduire à nouveau en truand pour sauver celui-ci. José Giovanni ne se débarrassera jamais du « romanisme » du milieu, mais, de toute façon, on ne s'intéresse guère à l'histoire, surtout racontée par les dialogues et des gros plans. Sauf Delon, les personnages sont schématisés. La séquence finale (poursuite par les hélicoptères de la police) apporte un peu de mouvement à ce mélodrame social qui a le tort de n'être jamais émouvant.

★ Rex, Bretagne, U.G.C. Orléans, Normandie, Paramount Opéra, Paramount-Gobelins, Paramount-Orléans, Magic-Convention, Les trois Muses, Paramount-Matthot, Moulin-Rouge.

RADIO-TÉLÉVISION

MARDI 24 AOUT

CHAÎNE I : TF1
20 h. 30. Téléfilm : « L'étrange Visite », 21 h. 40. Chronique : Le sens de l'histoire. La fête de J. Aurel avec J. Laurent : 22 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A2
20 h. 30. Les dossiers de l'écran : Douglas Mac Arthur, de C. Barnett. Narrateur : F. Gillard.

Un montage de documents produit par la B.O.C. et traduit en France.

Débat : La défaite politique du vainqueur du Pacifique.

Avec la participation de M. Henri Michel, président du comité international d'études de la deuxième guerre mondiale, Roger Speiser, aide de camp et médecin du général Mac Arthur, Edith Tobem, maître de conférences à l'Université de sciences sociales de Tokyo, Jean-Baptiste Durand, professeur à la Sorbonne, Bernard Valéry, correspondant à Paris du New York Daily News, et Ernst Goldstein, évocat américain.

23 h. 30. Journal

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30 (R). « Le Tigre du Bengale », de F. Lang (1968) avec D. Faret, P. Hubeschmid, W. Royer, Cl. Halm.

Régularité et beauté de la mise en scène de Fritz Lang sur un sujet de roman d'aventures.

22 h. 5. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. 30. « Le Tombeau de Cristobal Colon » (II), par J. de Beer : 21 h. 15. Concert par la Société nationale de musique (Rouman, M. de Manziary, M. Marcell, M. Halm) : 22 h. 30 (R). Entretien avec André Gide, par J. Amrouche : 23 h. Radio-Ort.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. « Ne te retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit » : 20 h. 30. Prologue : 21 h. Festival de Salzbourg : rétrospective de Mozart, par Dietrich Fischer-Dieskau (Mahlert) : 22 h. 30. France-Musique la nuit : 23 h. 5. E. percolite sporadique.

TRIBUNES ET DÉBATS
— M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est l'invité de France-Inter, à 19 h. 30, dans l'émission « Les leaders politiques face à la rentrée ».

MERCREDI 25 AOUT

CHAÎNE I : TF1
De 12 h. 30 à 15 h. 30, programme de mi-journée (reprise à 18 h. 20), avec, à 15 h. 45, l'information au galop.

20 h. 30. Série : Commissaire Moulin (Choc en retour). Réal. Cl. Boissol, avec Y. Renier, C. Morin : 22 h. Documentaire : Gorilla, de G. Dieter-Place.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A2
De 15 h. à 20 h., programme ininterrompu, avec, à 18 h. 15, La chronique du temps de l'ombre, d'A. Panigal.

20 h. 30. Série : Un shérif à New-York (« Un contrat pas banal ») : 21 h. 55. Chronique : Inventaire. D'un Nord à l'autre : La mine, la terre, le verrou, de P. Breuclou. Réal. M. Fresnel.

Gouvernement vivait-on dans le Nord autrefois, et comment aujourd'hui ?

22 h. 45. Journal.

CHAÎNE III : FR 3
20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma (cinéma d'aujourd'hui) : « L'étrangère ».

de S. Gobbi (1967), avec M.-F. Boyer, P. Vanack, P. Massimi, C. Castel.

Quand Sergio Gobbi cherchait à rivaliser avec Lelouch dans le mélodrame sentimental.

21 h. 50. Journal.

FRANCE-CULTURE
20 h. 30. Les maîtres du roman populaire français, par P. Dupire et S. Mahler : 21 h. 30. Musique de chambre (Mozart, Stravinsky, Bela Bartok, Ravel) : 22 h. 30 (R). Entretien avec André Gide, par J. Amrouche : 23 h. Radio-Ort.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. 30. Ne te retourne pas, j'ai l'impression qu'on nous suit : 20 h. 30. Festival de Salzbourg : orchestre philharmonique du Viennese, direction Karl Böhm : « Symphonie n° 2 en si bémol mineur » (Schubert) : « Symphonie n° 2 en ré mineur » (Brahms) : 22 h. 45. Dossier musical : « Gode » : 23 h. 15. Météo : 23 h. 30. Le mot du pays : 23 h. 45. E. percolite sporadique.

TRIBUNES ET DÉBATS
M. Jacques Domini, secrétaire général des républicains indépendants, s'exprime à France-Inter à 19 h. 30.

Expositions Festival de bleus à Limoges

Un festival de bleus, tout au long des pièces anciennes et contemporaines, c'est ce que propose l'Exposition de Limoges à l'occasion de la réception du président Loubet à Buckingham Palace, le 6 juillet 1969. On a donc voulu souligner l'âge bleue de la ville de Limoges, une ville de grand feu l'une des plus belles et des plus anciennes villes de France, dès le quatorzième siècle, elle fut utilisée par les Chinois, sous le nom de bleu persan et dont le secret fut si jalousement gardé jusqu'au dix-septième siècle.

Cette exposition, où des pièces extraites des collections particulières des porcelainiers de Limoges voisinent avec celles provenant du musée national d'Orléans, Dubouché, attestent, par des créations récentes, que le bleu de four, s'il tire du passé des lettres de noblesse, reste aussi une production très actuelle. A côté des assiettes traditionnelles, richement incrustées, on peut voir des assiettes contemporaines sur lesquelles le bleu met une large bande. Des deux vases décoratifs de Paris en 1925.

Parmi les pièces de prestige, celle extraite d'un service utilisé pour le dîner de gala offert par le président Loubet dans la galerie des glaces à Versailles. A l'entrée, un tableau permet aux visiteurs de se familiariser avec la technique du bleu de four. Ainsi peuvent-ils poursuivre l'exposition en connaissance de cause.

MARCEL SOULE
★ Hôtel de ville de Limoges, entrée libre, jusqu'à fin septembre.

MERCREDI

GEORGE Y - BIARRITZ - PARAMOUNT MONTPARNASSE - CARTEO - LES IMAGES - BOULMICH
CONVENTION SAUMONT - OMNIA BOULEVARD - UGC GODELINS - PARAMOUNT MAILLOT - PASST
LES 3 SECRETAN - VILLAGE NEULLY

périphérie : CYRANO Versailles - CARREFOUR Pantin - ALPHE Argenteuil - ULIS Dracy - ARTEL Boissy
MELIES Montreuil - ARTEL Villeneuve St. Georges - FLANADES Sarcelles - FRANCAIS Englem
PARAMOUNT ELYSEE II Colla St. Cloud - PARAMOUNT Orly - PARAMOUNT La Varenne - ARTEL Reuil

LE PREMIER ÉCLAT DE RIRE DE LA RENTRÉE

ANNIE GIRARDOT JEAN-PIERRE MARIELLE

Cours après moi... que je t'attrape

de NICOLE DE BURON
avec ROBERT POURET

DANIEL PREVOST-MARILU TOLO

GENEVEVE FONTANEL
SYLVAIN ROUGERIE
GERARD HERNANDEZ
CHRISTINE LAURENT

MERCREDI 25 AOUT

SYLVIA KRISTEL NATHALIE DELON
JON FINCH

dans un film de
ROGER VADIM

une femme fidèle

DANIEL BOULANGER MORT SHUMAN PIERRE PORTE CLAUDE RENOU

MERCREDI

PUBLICIS ELYSEES - PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT ODEON
CAPRI GRAND BOULEVARD - STUDIO ALPHA - PARAMOUNT MAILLOT

périphérie : CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - CARREFOUR Pantin - ARTEL Boissy - ALPHE Argenteuil - FLANADES Sarcelles - DUXY Val d'Yerres

Après "Les Galettes de Pont-Aven" le nouveau film de Joël Séria

JEANNE GOUPI
ANDRÉ DUSSOL LIER

UN FILM DE JOËL SÉRIA

MARIE POUPEE

Au début c'était un jeu...

ANDREA FERREOL
MARIE MARGY FRANÇOIS PERROT
BERNARD FRESSON

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 24 août

théâtres

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur chasse.
Cofre des ballets, 21 h. 45 : Le Maître de Santiago.
Comédie - Cammartin, 21 h. 10 : Bowling-Boeing.
Dax, 21 h. : Monsieur Masure.
Madeleine, 20 h. 30 : Feu de vache.
Mouffetard, 22 h. 30 : Le Lai de Karaboun.
Nouveautés, 21 h. : Les Deux Vierges.
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : L'Amant arabe.
22 h. 15 : Le Voyage avec la drogue.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.
Théâtre du Marabout, 20 h. 30 : Don Juan.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : La Charnelle.

Les opérettes

Boléro, 20 h. 30 : Croisière d'amour.
Fort-Saint-Martin, 21 h. : May-Flower.
Henri-Varenne-Hogader, 20 h. 30 : Rêve de valse.

Festival estival

Bateau-Musique, 18 h. 30 : Quintette Guy Tournon.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Schola Hungarica (chant grégorien).
Théâtre Bécamier, 18 h. 30 : Musiques électro-acoustiques : 20 h. 30 : Concert - Filles (musiques électro-acoustiques).
Palais-Royal, 21 h. : Paristory.

Les cafés-théâtres

An Vrai Chic parisien, 22 h. 15 : Présent les travaux. La fête continue.

CALENDRIER MUSICAL

Vendredi 20 h. 45
Samedi 20 h. 45
Samedi 21 h. 30
Samedi 22 h. 30
Samedi 23 h. 30
Samedi 24 h. 30
Samedi 25 h. 30
Samedi 26 h. 30
Samedi 27 h. 30
Samedi 28 h. 30
Samedi 29 h. 30
Samedi 30 h. 30
Samedi 31 h. 30
Samedi 32 h. 30
Samedi 33 h. 30
Samedi 34 h. 30
Samedi 35 h. 30
Samedi 36 h. 30
Samedi 37 h. 30
Samedi 38 h. 30
Samedi 39 h. 30
Samedi 40 h. 30
Samedi 41 h. 30
Samedi 42 h. 30
Samedi 43 h. 30
Samedi 44 h. 30
Samedi 45 h. 30
Samedi 46 h. 30
Samedi 47 h. 30
Samedi 48 h. 30
Samedi 49 h. 30
Samedi 50 h. 30
Samedi 51 h. 30
Samedi 52 h. 30
Samedi 53 h. 30
Samedi 54 h. 30
Samedi 55 h. 30
Samedi 56 h. 30
Samedi 57 h. 30
Samedi 58 h. 30
Samedi 59 h. 30
Samedi 60 h. 30
Samedi 61 h. 30
Samedi 62 h. 30
Samedi 63 h. 30
Samedi 64 h. 30
Samedi 65 h. 30
Samedi 66 h. 30
Samedi 67 h. 30
Samedi 68 h. 30
Samedi 69 h. 30
Samedi 70 h. 30
Samedi 71 h. 30
Samedi 72 h. 30
Samedi 73 h. 30
Samedi 74 h. 30
Samedi 75 h. 30
Samedi 76 h. 30
Samedi 77 h. 30
Samedi 78 h. 30
Samedi 79 h. 30
Samedi 80 h. 30
Samedi 81 h. 30
Samedi 82 h. 30
Samedi 83 h. 30
Samedi 84 h. 30
Samedi 85 h. 30
Samedi 86 h. 30
Samedi 87 h. 30
Samedi 88 h. 30
Samedi 89 h. 30
Samedi 90 h. 30
Samedi 91 h. 30
Samedi 92 h. 30
Samedi 93 h. 30
Samedi 94 h. 30
Samedi 95 h. 30
Samedi 96 h. 30
Samedi 97 h. 30
Samedi 98 h. 30
Samedi 99 h. 30
Samedi 100 h. 30
Samedi 101 h. 30
Samedi 102 h. 30
Samedi 103 h. 30
Samedi 104 h. 30
Samedi 105 h. 30
Samedi 106 h. 30
Samedi 107 h. 30
Samedi 108 h. 30
Samedi 109 h. 30
Samedi 110 h. 30
Samedi 111 h. 30
Samedi 112 h. 30
Samedi 113 h. 30
Samedi 114 h. 30
Samedi 115 h. 30
Samedi 116 h. 30
Samedi 117 h. 30
Samedi 118 h. 30
Samedi 119 h. 30
Samedi 120 h. 30
Samedi 121 h. 30
Samedi 122 h. 30
Samedi 123 h. 30
Samedi 124 h. 30
Samedi 125 h. 30
Samedi 126 h. 30
Samedi 127 h. 30
Samedi 128 h. 30
Samedi 129 h. 30
Samedi 130 h. 30
Samedi 131 h. 30
Samedi 132 h. 30
Samedi 133 h. 30
Samedi 134 h. 30
Samedi 135 h. 30
Samedi 136 h. 30
Samedi 137 h. 30
Samedi 138 h. 30
Samedi 139 h. 30
Samedi 140 h. 30
Samedi 141 h. 30
Samedi 142 h. 30
Samedi 143 h. 30
Samedi 144 h. 30
Samedi 145 h. 30
Samedi 146 h. 30
Samedi 147 h. 30
Samedi 148 h. 30
Samedi 149 h. 30
Samedi 150 h. 30
Samedi 151 h. 30
Samedi 152 h. 30
Samedi 153 h. 30
Samedi 154 h. 30
Samedi 155 h. 30
Samedi 156 h. 30
Samedi 157 h. 30
Samedi 158 h. 30
Samedi 159 h. 30
Samedi 160 h. 30
Samedi 161 h. 30
Samedi 162 h. 30
Samedi 163 h. 30
Samedi 164 h. 30
Samedi 165 h. 30
Samedi 166 h. 30
Samedi 167 h. 30
Samedi 168 h. 30
Samedi 169 h. 30
Samedi 170 h. 30
Samedi 171 h. 30
Samedi 172 h. 30
Samedi 173 h. 30
Samedi 174 h. 30
Samedi 175 h. 30
Samedi 176 h. 30
Samedi 177 h. 30
Samedi 178 h. 30
Samedi 179 h. 30
Samedi 180 h. 30
Samedi 181 h. 30
Samedi 182 h. 30
Samedi 183 h. 30
Samedi 184 h. 30
Samedi 185 h. 30
Samedi 186 h. 30
Samedi 187 h. 30
Samedi 188 h. 30
Samedi 189 h. 30
Samedi 190 h. 30
Samedi 191 h. 30
Samedi 192 h. 30
Samedi 193 h. 30
Samedi 194 h. 30
Samedi 195 h. 30
Samedi 196 h. 30
Samedi 197 h. 30
Samedi 198 h. 30
Samedi 199 h. 30
Samedi 200 h. 30
Samedi 201 h. 30
Samedi 202 h. 30
Samedi 203 h. 30
Samedi 204 h. 30
Samedi 205 h. 30
Samedi 206 h. 30
Samedi 207 h. 30
Samedi 208 h. 30
Samedi 209 h. 30
Samedi 210 h. 30
Samedi 211 h. 30
Samedi 212 h. 30
Samedi 213 h. 30
Samedi 214 h. 30
Samedi 215 h. 30
Samedi 216 h. 30
Samedi 217 h. 30
Samedi 218 h. 30
Samedi 219 h. 30
Samedi 220 h. 30
Samedi 221 h. 30
Samedi 222 h. 30
Samedi 223 h. 30
Samedi 224 h. 30
Samedi 225 h. 30
Samedi 226 h. 30
Samedi 227 h. 30
Samedi 228 h. 30
Samedi 229 h. 30
Samedi 230 h. 30
Samedi 231 h. 30
Samedi 232 h. 30
Samedi 233 h. 30
Samedi 234 h. 30
Samedi 235 h. 30
Samedi 236 h. 30
Samedi 237 h. 30
Samedi 238 h. 30
Samedi 239 h. 30
Samedi 240 h. 30
Samedi 241 h. 30
Samedi 242 h. 30
Samedi 243 h. 30
Samedi 244 h. 30
Samedi 245 h. 30
Samedi 246 h. 30
Samedi 247 h. 30
Samedi 248 h. 30
Samedi 249 h. 30
Samedi 250 h. 30
Samedi 251 h. 30
Samedi 252 h. 30
Samedi 253 h. 30
Samedi 254 h. 30
Samedi 255 h. 30
Samedi 256 h. 30
Samedi 257 h. 30
Samedi 258 h. 30
Samedi 259 h. 30
Samedi 260 h. 30
Samedi 261 h. 30
Samedi 262 h. 30
Samedi 263 h. 30
Samedi 264 h. 30
Samedi 265 h. 30
Samedi 266 h. 30
Samedi 267 h. 30
Samedi 268 h. 30
Samedi 269 h. 30
Samedi 270 h. 30
Samedi 271 h. 30
Samedi 272 h. 30
Samedi 273 h. 30
Samedi 274 h. 30
Samedi 275 h. 30
Samedi 276 h. 30
Samedi 277 h. 30
Samedi 278 h. 30
Samedi 279 h. 30
Samedi 280 h. 30
Samedi 281 h. 30
Samedi 282 h. 30
Samedi 283 h. 30
Samedi 284 h. 30
Samedi 285 h. 30
Samedi 286 h. 30
Samedi 287 h. 30
Samedi 288 h. 30
Samedi 289 h. 30
Samedi 290 h. 30
Samedi 291 h. 30
Samedi 292 h. 30
Samedi 293 h. 30
Samedi 294 h. 30
Samedi 295 h. 30
Samedi 296 h. 30
Samedi 297 h. 30
Samedi 298 h. 30
Samedi 299 h. 30
Samedi 300 h. 30
Samedi 301 h. 30
Samedi 302 h. 30
Samedi 303 h. 30
Samedi 304 h. 30
Samedi 305 h. 30
Samedi 306 h. 30
Samedi 307 h. 30
Samedi 308 h. 30
Samedi 309 h. 30
Samedi 310 h. 30
Samedi 311 h. 30
Samedi 312 h. 30
Samedi 313 h. 30
Samedi 314 h. 30
Samedi 315 h. 30
Samedi 316 h. 30
Samedi 317 h. 30
Samedi 318 h. 30
Samedi 319 h. 30
Samedi 320 h. 30
Samedi 321 h. 30
Samedi 322 h. 30
Samedi 323 h. 30
Samedi 324 h. 30
Samedi 325 h. 30
Samedi 326 h. 30
Samedi 327 h. 30
Samedi 328 h. 30
Samedi 329 h. 30
Samedi 330 h. 30
Samedi 331 h. 30
Samedi 332 h. 30
Samedi 333 h. 30
Samedi 334 h. 30
Samedi 335 h. 30
Samedi 336 h. 30
Samedi 337 h. 30
Samedi 338 h. 30
Samedi 339 h. 30
Samedi 340 h. 30
Samedi 341 h. 30
Samedi 342 h. 30
Samedi 343 h. 30
Samedi 344 h. 30
Samedi 345 h. 30
Samedi 346 h. 30
Samedi 347 h. 30
Samedi 348 h. 30
Samedi 349 h. 30
Samedi 350 h. 30
Samedi 351 h. 30
Samedi 352 h. 30
Samedi 353 h. 30
Samedi 354 h. 30
Samedi 355 h. 30
Samedi 356 h. 30
Samedi 357 h. 30
Samedi 358 h. 30
Samedi 359 h. 30
Samedi 360 h. 30
Samedi 361 h. 30
Samedi 362 h. 30
Samedi 363 h. 30
Samedi 364 h. 30
Samedi 365 h. 30
Samedi 366 h. 30
Samedi 367 h. 30
Samedi 368 h. 30
Samedi 369 h. 30
Samedi 370 h. 30
Samedi 371 h. 30
Samedi 372 h. 30
Samedi 373 h. 30
Samedi 374 h. 30
Samedi 375 h. 30
Samedi 376 h. 30
Samedi 377 h. 30
Samedi 378 h. 30
Samedi 379 h. 30
Samedi 380 h. 30
Samedi 381 h. 30
Samedi 382 h. 30
Samedi 383 h. 30
Samedi 384 h. 30
Samedi 385 h. 30
Samedi 386 h. 30
Samedi 387 h. 30
Samedi 388 h. 30
Samedi 389 h. 30
Samedi 390 h. 30
Samedi 391 h. 30
Samedi 392 h. 30
Samedi 393 h. 30
Samedi 394 h. 30
Samedi 395 h. 30
Samedi 396 h. 30
Samedi 397 h. 30
Samedi 398 h. 30
Samedi 399 h. 30
Samedi 400 h. 30
Samedi 401 h. 30
Samedi 402 h. 30
Samedi 403 h. 30
Samedi 404 h. 30
Samedi 405 h. 30
Samedi 406 h. 30
Samedi 407 h. 30
Samedi 408 h. 30
Samedi 409 h. 30
Samedi 410 h. 30
Samedi 411 h. 30
Samedi 412 h. 30
Samedi 413 h. 30
Samedi 414 h. 30
Samedi 415 h. 30
Samedi 416 h. 30
Samedi 417 h. 30
Samedi 418 h. 30
Samedi 419 h. 30
Samedi 420 h. 30
Samedi 421 h. 30
Samedi 422 h. 30
Samedi 423 h. 30
Samedi 424 h. 30
Samedi 425 h. 30
Samedi 426 h. 30
Samedi 427 h. 30
Samedi 428 h. 30
Samedi 429 h. 30
Samedi 430 h. 30
Samedi 431 h. 30
Samedi 432 h. 30
Samedi 433 h. 30
Samedi 434 h. 30
Samedi 435 h. 30
Samedi 436 h. 30
Samedi 437 h. 30
Samedi 438 h. 30
Samedi 439 h. 30
Samedi 440 h. 30
Samedi 441 h. 30
Samedi 442 h. 30
Samedi 443 h. 30
Samedi 444 h. 30
Samedi 445 h. 30
Samedi 446 h. 30
Samedi 447 h. 30
Samedi 448 h. 30
Samedi 449 h. 30
Samedi 450 h. 30
Samedi 451 h. 30
Samedi 452 h. 30
Samedi 453 h. 30
Samedi 454 h. 30
Samedi 455 h. 30
Samedi 456 h. 30
Samedi 457 h. 30
Samedi 458 h. 30
Samedi 459 h. 30
Samedi 460 h. 30
Samedi 461 h. 30
Samedi 462 h. 30
Samedi 463 h. 30
Samedi 464 h. 30
Samedi 465 h. 30
Samedi 466 h. 30
Samedi 467 h. 30
Samedi 468 h. 30
Samedi 469 h. 30
Samedi 470 h. 30
Samedi 471 h. 30
Samedi 472 h. 30
Samedi 473 h. 30
Samedi 474 h. 30
Samedi 475 h. 30
Samedi 476 h. 30
Samedi 477 h. 30
Samedi 478 h. 30
Samedi 479 h. 30
Samedi 480 h. 30
Samedi 481 h. 30
Samedi 482 h. 30
Samedi 483 h. 30
Samedi 484 h. 30
Samedi 485 h. 30
Samedi 486 h. 30
Samedi 487 h. 30
Samedi 488 h. 30
Samedi 489 h. 30
Samedi 490 h. 30
Samedi 491 h. 30
Samedi 492 h. 30
Samedi 493 h. 30
Samedi 494 h. 30
Samedi 495 h. 30
Samedi 496 h. 30
Samedi 497 h. 30
Samedi 498 h. 30
Samedi 499 h. 30
Samedi 500 h. 30
Samedi 501 h. 30
Samedi 502 h. 30
Samedi 503 h. 30
Samedi 504 h. 30
Samedi 505 h. 30
Samedi 506 h. 30
Samedi 507 h. 30
Samedi 508 h. 30
Samedi 509 h. 30
Samedi 510 h. 30
Samedi 511 h. 30
Samedi 512 h. 30
Samedi 513 h. 30
Samedi 514 h. 30
Samedi 515 h. 30
Samedi 516 h. 30
Samedi 517 h. 30
Samedi 518 h. 30
Samedi 519 h. 30
Samedi 520 h. 30
Samedi 521 h. 30
Samedi 522 h. 30
Samedi 523 h. 30
Samedi 524 h. 30
Samedi 525 h. 30
Samedi 526 h. 30
Samedi 527 h. 30
Samedi 528 h. 30
Samedi 529 h. 30
Samedi 530 h. 30
Samedi 531 h. 30
Samedi 532 h. 30
Samedi 533 h. 30
Samedi 534 h. 30
Samedi 535 h. 30
Samedi 536 h. 30
Samedi 537 h. 30
Samedi 538 h. 30
Samedi 539 h. 30
Samedi 540 h. 30
Samedi 541 h. 30
Samedi 542 h. 30
Samedi 543 h. 30
Samedi 544 h. 30
Samedi 545 h. 30
Samedi 546 h. 30
Samedi 547 h. 30
Samedi 548 h. 30
Samedi 549 h. 30
Samedi 550 h. 30
Samedi 551 h. 30
Samedi 552 h. 30
Samedi 553 h. 30
Samedi 554 h. 30
Samedi 555 h. 30
Samedi 556 h. 30
Samedi 557 h. 30
Samedi 558 h. 30
Samedi 559 h. 30
Samedi 560 h. 30
Samedi 561 h. 30
Samedi 562 h. 30
Samedi 563 h. 30
Samedi 564 h. 30
Samedi 565 h. 30
Samedi 566 h. 30
Samedi 567 h. 30
Samedi 568 h. 30
Samedi 569 h. 30
Samedi 570 h. 30
Samedi 571 h. 30
Samedi 572 h. 30
Samedi 573 h. 30
Samedi 574 h. 30
Samedi 575 h. 30
Samedi 576 h. 30
Samedi 577 h. 30
Samedi 578 h. 30
Samedi 579 h. 30
Samedi 580 h. 30
Samedi 581 h. 30
Samedi 582 h. 30
Samedi 583 h. 30
Samedi 584 h. 30
Samedi 585 h. 30
Samedi 586 h. 30
Samedi 587 h. 30
Samedi 588 h. 30
Samedi 589 h. 30
Samedi 590 h. 30
Samedi 591 h. 30
Samedi 592 h. 30
Samedi 593 h. 30
Samedi 594 h. 30
Samedi 595 h. 30
Samedi 596 h. 30
Samedi 597 h. 30
Samedi 598 h. 30
Samedi 599 h. 30
Samedi 600 h. 30
Samedi 601 h. 30
Samedi 602 h. 30
Samedi 603 h. 30
Samedi 604 h. 30
Samedi 605 h. 30
Samedi 606 h. 30
Samedi 607 h. 30
Samedi 608 h. 30
Samedi 609 h. 30
Samedi 610 h. 30
Samedi 611 h. 30
Samedi 612 h. 30
Samedi 613 h. 30
Samedi 614 h. 30
Samedi 615 h. 30
Samedi 616 h. 30
Samedi 617 h. 30
Samedi 618 h. 30
Samedi 619 h. 30
Samedi 620 h. 30
Samedi 621 h. 30
Samedi 622 h. 30
Samedi 623 h. 30
Samedi 624 h. 30
Samedi 625 h. 30
Samedi 626 h. 30
Samedi 627 h. 30
Samedi 628 h. 30
Samedi 629 h. 30
Samedi 630 h. 30
Samedi 631 h. 30
Samedi 632 h. 30
Samedi 633 h. 30
Samedi 634 h. 30
Samedi 635 h. 30
Samedi 636 h. 30
Samedi 637 h. 30
Samedi 638 h. 30
Samedi 639 h. 30
Samedi 640 h. 30
Samedi 641 h. 30
Samedi 642 h. 30
Samedi 643 h. 30
Samedi 644 h. 30
Samedi 645 h. 30
Samedi 646 h. 30
Samedi 647 h. 30
Samedi 648 h. 30
Samedi 649 h. 30
Samedi 650 h. 30
Samedi 651 h. 30
Samedi 652 h. 30
Samedi 653 h. 30
Samedi 654 h. 30
Samedi 655 h. 30
Samedi 656 h. 30
Samedi 657 h. 30
Samedi 658 h. 30
Samedi 659 h. 30
Samedi 660 h. 30
Samedi 661 h. 30
Samedi 662 h. 30
Samedi 663 h. 30
Samedi 664 h. 30
Samedi 665 h. 30
Samedi 666 h. 30
Samedi 667 h. 30
Samedi 668 h. 30
Samedi 669 h. 30
Samedi 670 h. 30
Samedi 671 h. 30
Samedi 672 h. 30
Samedi 673 h. 30
Samedi 674 h. 30
Samedi 675 h. 30
Samedi 676 h. 30
Samedi 677 h. 30
Samedi 678 h. 30
Samedi 679 h. 30
Samedi 680 h. 30
Samedi 681 h. 30
Samedi 682 h. 30
Samedi 683 h. 30
Samedi 684 h. 30
Samedi 685 h. 30
Samedi 686 h. 30
Samedi 687 h. 30
Samedi 688 h. 30
Samedi 689 h. 30
Samedi 690 h. 30
Samedi 691 h. 30
Samedi 692 h. 30
Samedi 693 h. 30
Samedi 694 h. 30
Samedi 695 h. 30
Samedi 696 h. 30
Samedi 697 h. 30
Samedi 698 h. 30
Samedi 699 h. 30
Samedi 700 h. 30
Samedi 701 h. 30
Samedi 702 h. 30
Samedi 703 h. 30
Samedi 704 h. 30
Samedi 705 h. 30
Samedi 706 h. 30
Samedi 707 h. 30
Samedi 708 h. 30
Samedi 709 h. 30
Samedi 710 h. 30
Samedi 711 h. 30
Samedi 712 h. 30
Samedi 713 h. 30
Samedi 714 h. 30
Samedi 715 h. 30
Samedi 716 h. 30
Samedi 717 h. 30
Samedi 718 h. 30
Samedi 719 h. 30
Samedi 720 h. 30
Samedi 721 h. 30
Samedi 722 h. 30
Samedi 723 h. 30
Samedi 724 h. 30
Samedi 725 h. 30
Samedi 726 h. 30
Samedi 727 h. 30
Samedi 728 h. 30
Samedi 729 h. 30
Samedi 730 h. 30
Samedi 731 h. 30
Samedi 732 h. 30
Samedi 733 h. 30
Samedi 734 h. 30
Samedi 735 h. 30
Samedi 736 h. 30
Samedi 737 h. 30
Samedi 738 h. 30
Samedi 739 h. 30
Samedi 740 h. 30
Samedi 741 h. 30
Samedi 742 h. 30
Samedi 743 h. 30
Samedi 744 h. 30
Samedi 745 h. 30
Samedi 746 h. 30
Samedi 747 h. 30
Samedi 748 h. 30
Samedi 749 h. 30
Samedi 750 h. 30
Samedi 751 h. 30
Samedi 752 h. 30
Samedi 753 h. 30
Samedi 754 h. 30
Samedi 755 h. 30
Samedi 756 h. 30
Samedi 757 h. 30
Samedi 758 h. 30
Samedi 759 h. 30
Samedi 760 h. 30
Samedi 761 h. 30
Samedi 762 h. 30
Samedi 763 h. 30
Samedi 764 h. 30
Samedi 765 h. 30
Samedi 766 h. 30
Samedi 767 h. 30
Samedi 768 h. 30
Samedi 769 h. 30
Samedi 770 h. 30
Samedi 771 h. 30
Samedi 772 h. 30
Samedi 773 h. 30
Samedi 774 h. 30
Samedi 775 h. 30
Samedi 776 h. 30
Samedi 777 h. 30
Samedi 778 h. 30
Samedi 779 h. 30
Samedi 780 h. 30
Samedi 781 h. 30
Samedi 782 h. 30
Samedi 783 h. 30
Samedi 784 h. 30
Samedi 785 h. 30
Samedi 786 h. 30
Samedi 787 h. 30
Samedi 788 h. 30
Samedi 789 h. 30
Samedi 790 h. 30
Samedi 791 h. 30
Samedi 792 h. 30
Samedi 793 h. 30
Samedi 794 h. 30

هكذا من الأصل

SPECTACLES

UN POING, C'EST TOUT (A. v.l.) :
Maxville, 5* (770-72-85).
VOL 13-DESSUS D'UN NID DE
COUCOU (A. v.o.) : 7* : Studio
Jean-Coccard, 5* (333-47-52) ; Pa-
thé-Cinéma, 5* (725-
75-23) ; v.f. : Paramount-Cinéma, 15*
(233-55-35) ; Paramount-Mallot, 15*
(719-24-34).
LE VOYEUR (A. v.o.) : Haute-
feuille, 5* (333-75-35).

Les festivals

G. SAURA (v.o.) : Studio de la Harpe,
5* (333-75-35) ; Peppermint Rappé,
5* (333-75-35).
INÉDITS, INCONNUS, RARES (v.o.) :
Le Ciel, 5* (337-90-90) ; Carte blan-
che & Libération.
MILO-MOIS (v.o.) : Artistes-Volontaire,
11* (700-19-15), 12 h. : La Chaise,
sur un toit brûlant, 14 h. : 45 :
On sent le salt, 16 h. : 30 : Fant
qu'il y aura des hommes, 18 h. : 30 :
Le Docteur, 21 h. : 30 : Les
Hauts de Hurlevent, 23 h. : Deux
oiseaux de jeunesse.
M. BRANDO - P. NEWMAN (v.o.) :
La Pagode, 7* (705-12-15) : Quel-
qu'un.
R. KEATON, Le Marais, 5* (278-
47-50) : Francine en folie.
L. BERGMAN (v.o.) : Sashka, 5*
(333-47-71) : A travers le miroir.
W. ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5*
(333-47-50) : Tout ce que vous avez
souhaité, 10 h. : 30 : Les
Jeunes Cinéma Américain (v.o.),
12 h. : 45 : Les 400 coups, 14 h. : 30 :
Après-midi de chien, 16 h. : 30 :
Johnnie, 22 h. : 30 : Bonnie and
Clyde.
VICONTI (v.o.) : Sothe & films, 17*
(754-51-50), 18 h. : 45 : Violence
et passion, 19 h. : 30 : Les Dammés,
21 h. : 45 : Mort & Venise.
F. ASTAIRE - G. ROGERS (v.o.) :
Mac-Mahon, 17* (330-24-81).
LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT
DISNEY (A. v.l.) : Saint-Germain-
Village, 5* (333-57-50), Gaumont-
Théâtre, 5* (231-32-16), La Royale,
5* (233-52-68), Concordia, 5* (333-
52-68), Gaumont-Sud, 14* (331-
51-16), Montparnasse-Patbé, 14*
(333-52-12), Cambronne, 15* (734-
42-85), Clichy-Patbé, 15* (333-57-41),
Gaumont-Gambetta, 20* (717-52-74).

51-16, Montparnasse-Patbé, 14*
(333-52-12), Cambronne, 15* (734-
42-85), Clichy-Patbé, 15* (333-57-41),
Gaumont-Gambetta, 20* (717-52-74).

Les grandes reprises

ALEXANDRE LE BIENHEUREUX
(Fr.) : Barrière, 5* (725-52-25).
Hansmann, 5* (333-42-34), F.L.M.,
Saint-Jacques, 14* (333-52-42),
Montparnasse-Bienvenue, 15* (544-
22-52), Clichy-Patbé, 15* (333-
57-41).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT
(A.), v.o. : Kinopacoma, 15* (333-
52-50), Napéon, 15* (333-
41-40) ; v.f. : Bonaparte, 5* (333-
15-15), Hansmann, 5* (333-42-34),
Belle de Jour (Fr.) : 15* : Con-
cordia, 5* (333-42-34), 14-juillet,
15* (333-42-34).
2001 L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A.)
(A.), v.o. : Hansmann, 5* (333-42-34),
Gaumont-Champs-Élysées, 5* (333-
04-87) ; v.f. : Gaumont-Saint-Ger-
main, 5* (333-57-50), Paramount,
710-23-25, Fauretta, 15* (331-52-80).
DANCING LADY (A.), v.o. : Action
Christina, 5* (333-52-42).
ST POUR QUELQUES DOLLARS DE
PLUS (Il.), v.f. : Daumesnil, 12*
(333-42-37).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Studio des Origines, 5* (333-39-19),
Hélioparcin (A.), v.o. : Studio
Galade, 5* (333-72-71).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) :
Studio Cinéma-Corail, 5* (333-52-25).
D. STAIT UNE FOIS DANS L'OUVERT
(Il.), v.o. : Élysées-Point-Show, 5*
(333-42-37).
IL ÉTAIT UNE FOIS LA REVOLU-
TION (Il.), v.l. : Miramar, 5* (333-
41-02), Secrétan, 15* (333-71-33).
LE LAUREAT (A.), v.o. : U.C.O.-
Odéon, 5* (333-71-00), U.C.O.-Ma-
boul, 5* (333-47-19), v.f. : Mont-
parnasse-Bienvenue, 15* (544-22-52),
Rio-Opéra, 5* (742-52-54).
LES PLUS BELLES ANNEES DE
NOTRE VIE (A. v.o.) : Balzac, 5*
(333-52-70), Publiis Saint-Ger-
main, 5* (232-72-20), v.f. : Pa-
ramount-Opéra, 5* (717-52-74), Pa-
ramount-Mallot, 15* (719-24-34).

MA VACHE ET MOI (A.) : Saint-Ge-
rmain, 5* (333-52-25).
ROSEMARY'S BABY (A. v.o.) : 7* :
New-York, 5* (770-72-85).
SOUFFLE AU CANARD (A. v.o.) : 7* :
Luxembourg, 5* (333-57-41), 23-
h. : 45 : Point-Show, 5* (333-42-37).
Hansmann, 5* (710-47-50).
KIDNAPED POLICE (Il.) : v.o. : Ac-
tion Christina, 5* (333-52-42).

Les séances spéciales

LE DÉCAMÉRON (Il., v.o.) : Ciné-

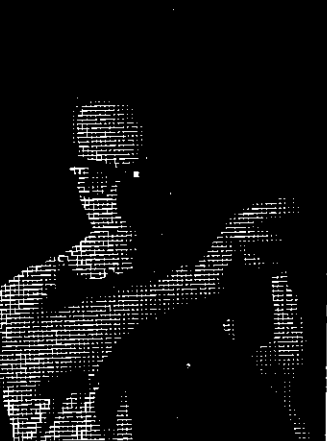
Les films nouveaux

NOTES DE MARISA, film mexi-
cain de M. Lina (v.o.) : v.o. :
Quintette, 5* (333-42-34), Ély-
sées-Lincoln, 5* (333-34-14),
Séss-Lincoln, 5* (333-34-14),
Olympie, 14* (753-57-41) ; v.f. :
Saint-Lazare-Pasquier, 5* (337-
34-45), Nation, 15* (343-54-47).
DÉMAN LES MOMES, film fran-
çais de J. Poullet - Impé-
rial, 5* (742-72-32), Saint-Ge-
rmain, 5* (333-52-25), Olympie,
14* (753-57-41), Gaumont-
Convention, 15* (333-42-37).
MES CHERS AMIS, film italien
de P. Germi - v.o. : Quartier-
Latin, 5* (333-54-47), Odéon,
5* (343-54-47), Élysées-Lincoln,
5* (333-34-14), Mont-Carlo, 5*
(333-34-14), v.f. : Impérial,
5* (742-72-32), Quintette, 5* (333-
42-34), Saint-Lazare-Pasquier,
5* (337-34-45), Nation, 15*
(343-54-47), Montparnasse-Pa-
thé, 14* (333-52-12), Gaumont-
Convention, 15* (333-42-37),
Clichy-Patbé, 15* (333-57-41).
NBA, film français de Nelly Ka-
plan (v.o.) - Omnia, 5* (231-
33-33), Cluny-Palace, 5* (333-
57-41), Pantheon, 5* (333-12-54),
Montparnasse 83, 5* (544-14-27),
Balzac, 5* (333-52-70), Mar-
ignan, 5* (333-52-62), Gaumont-
Lumière, 5* (770-44-64), Gaum-
ont-Convention, 15* (333-
42-37), Clichy-Patbé, 15* (333-
57-41), Victor-Hugo, 15* (727-
48-75).
FRATRES ET GUERRIERS, film
chinois de King Hu, v.o. :
Luxembourg, 5* (333-57-41),
Mercury, 5* (333-75-50) ; v.f. :
A.S.O., 5* (333-52-54), Fauretta,
15* (331-52-80), Cambronne, 15* (734-
42-85), Clichy-Patbé, 15* (333-
57-41), Gaumont-Gambetta, 20*
(717-52-74).
COMME UN BOOMERANG, film
français de J. Giovanni : Rex,
5* (232-52-63), Bastogne, 5*
(333-57-41), U.C.O.-Odéon, 5*
(333-71-00), Normandie, 5* (333-
41-18), Paramount-Opéra, 5*
(717-52-74), Paramount - Gobe-
lina, 15* (707-12-25), Para-
mount-Orléans, 14* (540-45-81),
Gaumont-Convention, 15* (333-
42-37), Muret, 15* (233-52-70),
Moulin-Rouge, 15* (333-54-23).

telet-Victoria, 15* (308-54-14), à
18 h. et 24 h.
JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet-
Victoria, 15* (308-54-14), à 14 h.
MACADAM COW-BOY (A. v.o.) :
Châtelet-Victoria, 15* (308-54-14),
à 12 h. et 24 h.
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX
(A. v.o.) : La Côté, 5* (337-50-50),
à 12 h. et 24 h.
FRANTON OF THE PARADISE (A.
v.o.) : Luxembourg, 5* (333-57-77),
à 10 h. 12 h. et 24 h.
REFUSION (Ade., v.o.) : Saint-
André-des-Arts, 5* (333-49-18), à
12 h. et 24 h.
LE SERRIF EST EN PRISON (A.
v.o.) : La Côté, 5* (337-50-50), à
12 h. et 24 h.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE
(A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 15*
(308-54-14), à 20 h.
SON NOM DE VENISE DANS
CALCUTA DESSERT (Fr.) : Le
Séjour, 5* (333-52-45), à 14 h. 30 et
22 h. 10.

LA PAGODE (v.o.)

le dernier film de
PASOLINI



SAO'
OU LES 120 JOURNÉES
DE SODOME

un film de
PIER PAOLO PASOLINI
COLLEURS
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

MONT-CARLO v.o. - ELYSÉES LINCOLN v.o. - QUARTIER LATIN v.o.
DRAGON v.o. - IMPÉRIAL v.f. - NATION v.f. - MONT-PARNASSE
PATHE v.f. - ST-LAZARE PASQUIER v.f. - CONVENTION GAUMONT v.f.
CARAVELLE PATHE v.f. - QUINTETTE v.f.
BELLE-ÉPINE - MULTICINE Champigny - TRICYCLE Asnières
FRANÇAIS ENGLISH - VELIZY 2 - GAUMONT Evry - CYRANO Versailles

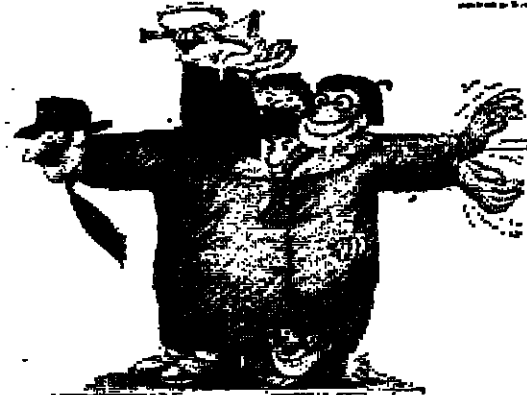
à sangloter
de rire

L'AUREOLE

une comédie
désopilante

MULTICINE présente

Un film de PETRO GERMI
Montparnasse de MARIO MONICELLI
PHILIPPE NORET - UGO TOGNAZZI
GASTONE MOSCHINI
BERNARD Blier

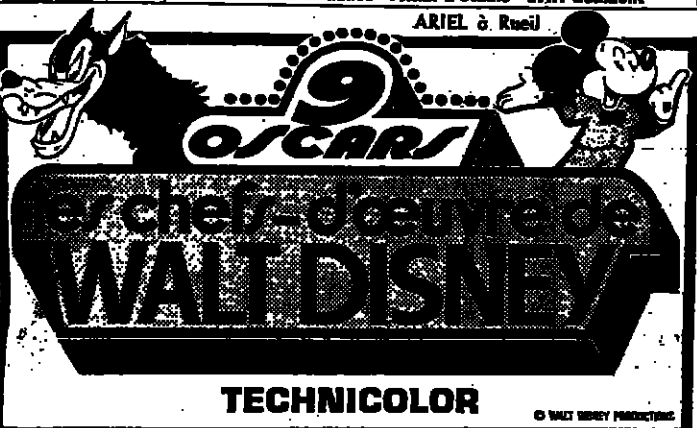


**Mes Chers
Amis**



DULIO DEL PRETE - OLGA KARLATS
SIMA DIONISIO - FRANCA TAMANTINI - ANGELA GOODWIN
MILNA VUKOTIC - ADOLFO CELI
BERTRAND TAVERNIER

CONCORDE PATHE - LA ROYALE - GAUMONT THEATRE - GAUMONT SUD - CAMBRONNE
MONT-PARNASSE PATHE - GAUMONT GAMBETTA - CLICHY PATHE - ST-GERMAIN VILLAGE
THIAS Belle Epine - VELIZY - ASNIERES Tricycle - CHAMPIGNY Multiciné Patbé
ENGHIEN Français - SARCELLES Français - PARY 2 Studio - EVRY Gaumont
ARIEL à Reuil



TECHNICOLOR

**SPÉCIAL
GODARD**

LES CARABINIERS
PIERROT LE FOU
ET FILMS « INVISIBLES »

CE N'EST PAS UNE
IMAGE JUSTE, C'EST
JUSTE UNE IMAGE



Avant
scène

CINÉMA

171/172 F 20

un
HITCHCOCK
diaboliquement divertissant



**COMLOT
DE FAMILLE**

"FAMILY PLOT"

PARLY 2 / VELIZY 2 / PORT NOGENT ARTEL / MONTREUIL MELIES
VILLENEUVE ARTEL / PANTIN CARREFOUR / SAINT-GERMAIN C2L
ENGHIEN FRANÇAIS / SARCELLES FLANADES



SPORTS

Le gouvernement argentin contrôlera l'organisation de la Coupe du monde de football 1978

Le gouvernement argentin a pris directement en charge l'organisation de la Coupe du monde de football 1978, qui devrait se disputer dans ce pays du 1^{er} au 25 juin. A cet effet, a été créé par décret-loi l'organisme autarcique mondial 1978 (E.A.M. 78), qui sera une émanation directe du pouvoir exécutif. Il a été présenté à la presse le 24 août, à Buenos-Aires, par son vice-président, le capitaine Carlos Alberto Lacoste. Ce dernier a indiqué que le rôle de l'Association argentine de football se limiterait désormais aux seules questions « techniques-sportives ».

L'assassinat, le 19 août, du général en retraite Omar Carlos Actis, président de l'E.A.M. 78 (le Monde du 21 août), aura eu pour seul effet de retarder de cinq jours la conférence de presse de présentation du nouvel organisme. De source officielle, on indique que les travaux d'infrastructure des nouveaux stades, à Mar-del-Plata, à Mendoza et à Córdoba, se poursuivent à un bon rythme et sont même en avance sur les prévisions. D'autre part, la mise en place des réseaux de retransmission en télévision couleur pour les pays étrangers, malgré un retard d'un mois dans la prise de décision sur le choix du système (le procédé allemand PAL a été préféré au SECAM français), est bien avancée. Les techniciens de l'entreprise nationale gèrent la retransmission de tous les matches.

Toujours de source officielle, on reconnaît que seul l'aspect commercial de la Coupe du monde 1978 a souffert d'un certain flottement depuis le coup d'état militaire du 24 mars dernier. Jamais l'organisation de la Coupe du monde n'a été remise en question par la junte militaire. (Si l'on mesure tout l'intérêt que les militaires argentins ont à cette page d'organisation, une aussi importante manifestation internationale dans un pays aux portes de la

guerre civile, on comprend beaucoup moins la confiance que leur manifeste la Fédération internationale de football association (FIFA).

Depuis le début de 1976, plus de huit cents personnes sont mortes, victimes d'une violence quotidienne. Les enlèvements de personnalités se succèdent sans que la police puisse véritablement intervenir.

La situation économique du pays est tout aussi alarmante. La dette extérieure atteint 10 milliards de dollars et l'inflation avoisine 350 % par an.

L'entêtement de la FIFA est donc d'autant moins compréhensible que le Brésil, le Mexique et les Pays-Bas (associés à la Belgique) avaient proposé de se substituer à l'Argentine. L'Espagne, désignée pour organiser la Coupe du monde 1982, avait proposé d'avancer cette échéance de quatre ans.

● Pour rencontrer Moenchengladbach, le 24 août, l'équipe de France aura la composition suivante : Barthelemy (Nice) ; Janvion (Saint-Etienne), Lopes (Saint-Etienne), Trésor (Marseille), Parizon (Saint-Etienne), Larqué (Saint-Etienne), B. A. et B. A. (Saint-Etienne), Rocheteau (Saint-Etienne), Lacombe (Lyon), Six (Valenciennes).

VOILE

De la Mini à la Three Quarters Ton Cup

Disputées à La Rochelle, dimanche 22 et lundi 23 août, par un vent très faible, les deux premières régates de la Mini Ton Cup, qui compte quatre épreuves, ont vu s'imposer les mêmes bateaux au classement général provisoire sur un peu plus de trente concurrents au départ. La première place est occupée par l'*Eiffre*, deux fois vainqueur, un surprenant car le bateau de voiles à l'avant, de grande taille puisqu'il mesure 7,30 mètres de long, conçu et mené par Patrick Philpott, ce 16 pieds géant et très volé paraît invincible par petit temps. Viennent ensuite : *Chacok*, dessiné par Jacques Fauroux, champion de Moth, et barré par Bruno Troublé, équipier sur Soling aux derniers Jeux olympiques ; *Jaune* et *Bruze* des l'un l'autre à Jean Berret, dont le *Quarter Tonnier* s'était montré le meilleur bateau français l'an dernier à Deauville. Ajoutons que *Bruze* a pour chef de bord Bertrand Chereh, qui dirige une grande voilerie à La Rochelle et qui a représenté la France en Soling aux Jeux olympiques de 1972.

Jusqu'à maintenant, ces quatre bateaux, spécialement conçus pour la Mini Ton Cup et confiés à des équipages très entraînés, distancent les voiliers de série modifiés en vue de la rencontre.

Si, comme on l'espère, le vent se lève dans la journée du mercredi 25 août, réservée à une course au large de 30 milles, la situation pourrait se modifier, en particulier, l'*Eiffre* trouverait l'environnement moins favorable. Le lendemain le départ de la quatrième et dernière épreuve, longue d'une cinquantaine de milles.

Tandis qu'à La Rochelle les 16 pieds sont presque encastrés, les 24,5 pieds qui disputent la Three Quarters Ton Cup, à Plymouth, ont subi dans la Manche des coups de vent de plus de 35 nœuds, pendant la course au large de 150 milles qui a eu lieu les 21 et 22 août. Sur vingt-neuf engagés, huit ont dû abandonner après avoir perdu leur mât ou leur gouvernail. Les concurrents, qui se sont portés au secours des bateaux en difficulté, ont reçu des points de bonification, après avoir été retardés, ce qui a provoqué des remaniements dans le classement général provisoire.

A l'issue des trois premières épreuves, le Finlandais *Fin Fie* se détache nettement. Il s'agit du premier Three Quarters dessiné par Eivind Still, qui est professeur de mathématiques. *Fin Fie* est mené par le maître-voilier anglais Bruce Banks, très connu en Manche, qui s'est distingué récemment dans la semaine de Cowes, avec le même bateau. Viennent ensuite deux voiliers dessinés par Ron Holland puis trois Français, parmi lesquels deux Français, *Gregal*, quatrième, et *Blou Belle*, sixième.

Il reste à disputer une épreuve de 30 milles, le mardi 24, et surtout une longue course en haute mer de 230 milles, dont le départ sera donné le lendemain. Dès maintenant, il semble que les représentants français se comportent beaucoup mieux à Plymouth, qu'à Marseille dans la récente coupe du Cercle de la voile de Paris, réservée aux One Tonners.

YVES ANDRÉ.

FAITS DIVERS

VINGT ŒUVRES D'ALBRECHT DÜRER SONT VOLÉES AU CANADA

Calgary. — Vingt gravures sur bois et eaux-fortes du peintre et graveur allemand Albrecht Dürer (1471-1528) ont été volées au cours du week-end du 22 août à la galerie d'art de l'université de Calgary dans l'état d'Alberta (Canada). Les œuvres d'art estimées à 750 000 dollars (750 000 F) appartenaient à la communauté urbaine de Vancouver.

● L'incendiaire présumé de la forêt de la Coubré présentée au parquet. — Un ouvrier agricole, âgé de dix-neuf ans, M. Hughes Carton, demeurant à Royan, a reconnu avoir mis le feu à plusieurs reprises dans la forêt de la presqu'île d'Arvert, en Charente-Maritime (le Monde du 24 août). Les aveux du jeune homme, qui ne paraît pas jouir de toutes ses facultés mentales, ont été vérifiés sur place par les gendarmes. M. Carton devait être présenté ce mardi 24 août, au parquet de Saintes.

CINQ MORTS DURANT UN BAPTÊME DE L'AIR

(De notre correspondant.) Evreux. Un avion de tourisme s'est écrasé le 23 août, à Sainte-Marguerite-de-l'Aulne, près de Breteuil-sur-Iton (Eure). Le pilote, M. Denis Bailly, quarante et un ans, et ses trois passagers, M. René Vermeulen, quarante-sept ans, sa femme, Anne-Marie, quarante-huit ans, et son fils, Eric, douze ans, ont été tués. Ces derniers prenaient leur baptême de l'air et l'appareil s'apprêtait à atterrir sur une piste aménagée près du village à l'occasion de la fête patronale. Une spectatrice, Mme André Gerin, cinquante ans, qui se tenait près de la piste, a été tuée par les débris de l'appareil et une jeune fille a été grièvement blessée.

● Trois Américains sont jugés à Moscou pour détention illégale de drogues. Le 24 août, MM. Dennis Burr, Paul Brawer et Gerald Amster avaient été arrêtés le 27 juin à l'aéroport de Chermétevo, où, venant de Malaisie, ils transportaient vers Paris 11 y avait 28 kilos d'héroïne brute « brown sugar » dans les doubles-fonds de leurs valises. — (U.P.I.)

AUTOMOBILISME

FERRARI CÈSSE LE BOYCOTTAGE DES COURSES DE FORMULE 1

Le constructeur italien Ferrari est revenu, lundi 23 août, sur son intention de ne pas participer aux dernières épreuves du championnat du monde des conducteurs. Ferrari avait pris cette décision le 5 août, quelques jours après le Grand Prix d'Allemagne, à la fois pour protester contre les interprétations qui avaient été données de l'accident de Niki Lauda — Ferrari avait été mis techniquement en cause — et pour marquer sa désapprobation à propos de la manière dont le règlement des courses de formule 1 avait été précédemment appliqué, notamment pour ce qui concerne le Britannique James Hunt et le constructeur Mac Laren (1).

C'est à la suite d'une réunion du conseil d'administration de Ferrari, des représentants de l'Automobile-Club d'Italie et de la commission sportive automobile italienne que la décision a été prise de revenir à la compétition et de prendre part dès le 29 août, au Grand Prix des Pays-Bas. Niki Lauda étant toujours hospitalisé, le constructeur italien n'engagera qu'une seule voiture, confiée au pilote Clay Regazzoni. Ferrari n'a cependant pas renoncé à faire valoir ce qu'il considère être ses droits et à demander qu'à l'avenir la Fédération internationale de l'automobile se montre plus rigoureuse dans l'application des règlements.

(1) Hunt et Mac Laren, déclarés au Grand Prix d'Espagne (2 mai), pour cause de non-conformité, avaient obtenu gain de cause auprès du tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile. Par la suite, la victoire du même pilote et du même constructeur avait été contestée lors du Grand Prix de Grande-Bretagne (16 juillet) pour non-observation d'un point du règlement qui n'avait donné lieu à aucune sanction.

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

La chute brutale de l'or

(Suite de la première page.)

Pour les opérateurs particuliers, la décision signifiait qu'aux ventes traditionnelles de l'Afrique du Sud et de l'U.R.S.S., qui pèsent sur le marché de l'or, allait s'ajouter un courant régulier en provenance du F.M.I. L'organisme international vendant, à compter de juin 1976, 780 000 onces (un peu plus de 24 tonnes) d'or toutes les six semaines environ. La baisse de l'or ne fit donc que s'accroître.

La première adjudication du F.M.I. a eu lieu, au début du mois de juin, au prix de 126 dollars l'once. La seconde à la mi-juillet au prix de 122,05 dollars. La troisième va avoir lieu au début du mois de septembre : son approche explique pour une large part l'inquiétude actuelle. Après la baisse constatée entre les deux premières adjudications, les opérateurs se demandent à quel prix se fera la nouvelle cession.

Ils s'interrogent d'autant plus que le système d'adjudication pourrait, dit-on, être modifié à cette occasion. Lors des deux premières opérations, les acheteurs ont tous payé le même prix. Il n'en fut pas de même en septembre si, comme certains l'affirment, le système des enchères hollandaises a été appliqué. En clair, les acheteurs recevraient l'or au prix qu'ils auraient mentionné sur leur ordre d'achat.

Tel opérateur, par exemple, qui aura passé un ordre d'achat à 110 dollars l'once paiera ce prix, même si la recherche de l'équilibre entre l'offre et la demande

conduit le Fonds monétaire à accepter, durant la même adjudication, un cours inférieur proposé par un autre acheteur.

Dans un marché « baissier », le risque est grand — si ce système était appliqué — de voir les opérateurs passer leurs ordres d'achat à des cours très bas. Cela explique les ventes de précaution qui pèsent à leur tour sur le marché de l'or depuis plusieurs semaines.

Le triomphe du dollar et du deutschemark

La baisse va-t-elle se poursuivre ? Certains experts estiment que la barre des 100 dollars l'once pourrait être rapidement enfoncée. Ira-t-on beaucoup plus loin ?

Une première remarque s'impose pour tenter de répondre à la question : une brutale accélération du recul de l'or pénaliserait les pays les plus démunis, puisque c'est précisément le bénéfice tiré de l'écart entre le prix officiel de l'or (42,22 dollars l'once) et le prix du marché qui alimente le Fonds qui leur est destiné. On peut se demander si le F.M.I. poursuivrait sa politique de vente systématique si les cours s'effondraient. De même, certains pays, tel l'U.R.S.S., qui vend de l'or pour se procurer des devises, et plus encore l'Afrique du Sud, les principaux producteurs d'or pour qui une baisse de 10 dollars par once représente une perte annuelle en devises de près de 1 milliard de francs, — ne peuvent laisser aller les choses.

Seconde remarque : l'or revenu aux niveaux actuels ne retrouverait-il pas auprès des épargnants, les vertus de valeur-refuge qu'il avait perdues ces temps derniers, maintenant que le champ possible de la baisse se trouve réduit de moitié ?

Pour l'instant on peut en tout

cas constater que cinq ans après la suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée par M. Nixon le 15 août 1971, la devise américaine et le deutschemark jouent un rôle directeur dans le système des changes flottants qui a remplacé l'ancien dispositif du Gold Exchange Standard.

PHILIPPE LABARDE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

S.P.I.E. BATIGNOLLES

La société Jordan Phosphates Industries (J.P.I.) vient de passer commande à la société S.P.I.E. — Batignolles pour la réalisation près d'Agadeb d'un important complexe d'acide phosphorique et d'engrais phosphatés.

Dans le cadre de ce complexe, S.P.I.E. — Batignolles fournira : — Un atelier d'acide phosphorique d'une capacité de 500 t/j pouvant utiliser, sur procédé Solvay, des phosphates de basse teneur ; — Deux unités d'engrais de 1 000 t/j chacune dans l'engraisage est fourni par la société batignolles Badger ;

— Tous les services généraux du complexe, notamment une centrale électrique et motrice. La société S.P.I.E. — Batignolles interviendra également dans la réalisation du complexe d'Agadeb en fournissant l'engraisage des unités d'acide phosphorique et d'engrais, nécessaires à la production de l'acide phosphorique.

Le montant total de l'investissement envisagé par J.P.I. est d'environ 1 milliard de francs. Cette société, créée il y a un an, a son capital réparti entre le gouvernement jordanien et la compagnie des Phosphates jordaniens d'une part, la société américaine Agate et l'Institut international de financement (I.F.I.), une des institutions de la Banque mondiale d'autre part.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture de mobilier de dortoirs

Le service des adjudications de l'Université invite les spécialistes et fabricants internationaux de mobilier désireux de soumissionner à écrire au Secrétaire de l'« University Tender Board », Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les candidats sont également priés de fournir tous catalogues ou autres documents considérés comme opportuns. Les documents de mise en adjudication seront vendus exclusivement aux fabricants qui auront présenté une candidature écrite et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

— La fabrication, la livraison et l'installation de meubles, accessoires et équipements divers pour chambres à coucher, salles communes et salles d'études destinés aux douze nouveaux blocs-dortoirs situés sur le campus universitaire à Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km est de Tripoli.

Les soumissionnaires devront présenter, avec leurs offres, des échantillons de tous les meubles proposés avec descriptions, illustrations et spécifications complètes.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'« University Tender Board » pour le 15 septembre 1976, à 12 h. 30.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

LA VIE ÉCONOMIQUE

INDICATS

La Banque mondiale a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

Le Fonds monétaire international a annoncé la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols.

هنا من العمل

CONOMIQUE

brutale de l'or

AVIS FINANCIERS
DES SOCIÉTÉS

LIBYENNE

TRIPOLI

INTERNATIONAL

de mobilier de dortoirs

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

Une déclaration du secrétaire général des cadres C.G.T.
M. Le Guen: la prétendue lutte contre les inégalités vise à justifier une modération de tous les revenus

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. a annoncé, dès la semaine dernière, son intention d'appeler les cadres à des « actions collectives » à la rentrée pour s'opposer à ce qu'elle appelle « la politique d'austérité du pouvoir ». A la différence de M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui se déclarait, dans une interview au « Monde » (numéro du 24 août), favorable à « une réduction négociée des inégalités », y compris à un resserrement de la hiérarchie des salaires, M. René Le Guen, secrétaire général de l'U.G.I.C.T.-C.G.T., que nous avons interrogé, craint que la lutte contre les inégalités ne soit qu'un paravent pour justifier un blocage des salaires ou pour le moins une modération de tous les revenus.

« L'UGICT réclame une augmentation du pouvoir d'achat des cadres. Or une récente enquête de l'O.C.D.E. montre que les écarts de revenus sont déjà plus grands en France que partout ailleurs. Vos engagements sont-ils bien raisonnables ? »

— L'O.C.D.E. a publié plusieurs études qui concluent toutes à la nécessité d'une réduction des revenus, tout en renouant au plein emploi. L'étude dont vous parlez se situe dans la même démarche avec ceci de particulier qu'elle montre que sont visés tous les salariés, et non les seuls cadres. Ceux qui pourraient être épargnés vivent pour l'essentiel de dispositions d'assistance, de pensions et d'autres transferts sociaux bien plus que de leur salaire. En fait, toutes les études menées en avant les écarts entre catégories n'ont comme seul objectif que de tenter de justifier une « modération de tous les revenus ». Le pouvoir d'achat des cadres ne cesse de se dégrader depuis 1968, sans pour autant favoriser une substantielle amélioration des autres catégories.

« En revendiquant le maintien et l'amélioration du pouvoir d'achat de tous, notre position est non seulement raisonnable, mais aussi responsable.

— Vous avez déclaré récemment que la clé qui permettrait de sortir de la crise était le développement de la consommation. Comment accédez-vous à cette solution ?

— L'étude de l'O.C.D.E. apparaît comme une injonction au gouvernement français de la part de ses partenaires pour renforcer sa politique d'austérité, qui est mise en échec par l'action revendicative des travailleurs de notre pays. C'est pour cela que l'O.C.D.E. a choisi une forme de présentation des chiffres qui classe la France en tête de l'inégalité. C'est peut-être aussi pour cela qu'on ne s'en tient pas plus, en haut lieu, de la chute du franc, elle vient renforcer la thèse du blocage des salaires.

« On nous dit toujours que ce blocage est nécessaire pour investir et créer des emplois sans

faire de l'inflation. Mais investir ne crée pas automatiquement des emplois. Et surtout, si l'investissement est l'élément d'une course à la puissance, il devient insupportable.

« Il ne s'agit pas de revendiquer, de consommer pour consommer. Nous rejetons l'innovation consistant à produire un gadget rentable mais sans utilité réelle. Les besoins réels insatisfaits ne manquent pas, à commencer par celui d'alléger l'intensité physique et psychologique du travail, donc d'employer plus de monde à la réalisation d'un même volume de produits et de services. C'est cette idée qui, par le canal de la consommation, ouvre la voie à des investissements non inflationnistes parce qu'absorbant des forces productives et réduisant par là même le plus grand des gaspillages.

— C'est-à-dire que vous refusez par conséquent de contribuer à l'établissement d'un consensus social qui beaucoup s'accroît et considère comme nécessaires pour lutter contre l'inflation ?

— Cette théorie de la prétendue lutte contre les inégalités sociales n'est qu'un perfectionnement de la théorie du cycle infernal des salaires et des prix, dont le classicisme n'a eu d'égal que sa constante incapacité à redresser la réalité économique et n'a du reste engendré aucun consensus social. Elle vise, en fait, à justifier une modération de tous les revenus.

« D'ailleurs, comment pourrait-il y avoir consensus, c'est-à-dire équilibre réciproque, avec des forces politiques et un gouvernement qui tournent délibérément le dos aux intérêts des travailleurs et de toute la population active ? Ce serait encore l'alliance du cavalier et du cheval. C'est en cela que nous appelons les ingénieurs, cadres et techniciens à refuser l'austérité est réaliste et responsable. Vous savez, cet appel au consensus c'est une sorte de justification par avance de l'autoritarisme. Michel Debré l'a bien montré — dans l'article que vous avez publié ».

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

REPRISE DU TRAVAIL A UGINE-ACIERS

Les ouvriers de l'usine Ugine-Aciers, située à L'Ardèche (Gard), ont repris le travail, samedi soir 21 août, après quatre jours de grève, déclenchée à l'initiative de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la C.F.T.C., et très largement suivie (« le Monde » des 17 et 21 août). Les acétiéristes réclamaient notamment une augmentation de 200 F par mois et une prime de 500 F destinée à compenser la perte de salaire occasionnée par un absent chômage technique.

Ils n'ont pas obtenu satisfaction. La direction de l'usine a déclaré que « la situation d'Ugine-Aciers ne permettait pas de satisfaire les revendications de salaires présentées ». Les syndicats ont indiqué qu'ils lanceraient en septembre un mouvement d'assez « plus grande ampleur ».

M. MAIRE ET LES CHOMEURS

Une erreur de transcription dans l'interview du secrétaire général de la C.F.D.T. publiée dans le Monde du 24 août nous a fait penser à M. Edmond Maire la phrase suivante : « Au cours des cinq premiers mois de cette année, plus de soixante-dix mille chômeurs ont éprouvé leurs droits aux 90 % ». Il fallait lire : « Soixante-dix mille chômeurs ont éprouvé leurs droits aux 45,52 % » (assurance chômage complémentaire).

● **Brigade d'enquête pour les marchés publics** — Le Journal officiel du 22 août publie un décret créant une brigade interministérielle chargée d'enquêter sur les conditions de régularité et d'impartialité dans lesquelles ont été préparés, passés ou exécutés les marchés publics conclus par l'Etat ou ses établissements publics autres que ceux qui ont le caractère industriel et commercial. Cet article est inséré dans le code des marchés publics de l'Etat.

AFFAIRES

L'UNION DES COOPÉRATIVES AGRICOLES PREND 7,5 % DU CAPITAL DE LA GRANDE-PAROSSE

L'Union des coopératives agricoles d'approvisionnement (U.N.C.A.A.) se propose de prendre une participation de 7,5 % dans le capital de la société chimique La Grande Paroisse, filiale à 72,3 % du groupe L'Air Liquide, dont le capital serait prochainement porté à 60,5 millions de francs à 65,5 millions de francs par émission à 185 F de 57,135 actions nouvelles de 80 F.

Cette prise de participation résulte des accords de coopération commerciale et industrielle, dans le domaine des engrais, récemment conclus entre l'U.N.C.A.A., C.I.F.-Chimie (filiale des Charbonnages de France), la Générale des engrais (50 % P.U.R. 50 % Rhône-Poulenc) et la Grande Paroisse (« le Monde » du 29 avril), accords visant, grâce à la bonne répartition géographique des unités de production, à approvisionner les agriculteurs et leurs coopératives dans les conditions les plus efficaces. L'U.N.C.A.A. n'en restera vraisemblablement pas là : elle envisage ultérieurement d'acquiescer de nouveaux intérêts dans des filiales de production d'engrais appartenant à ses alliés.

C'est la première fois qu'un groupement de coopératives agricoles détient directement des intérêts industriels. Pour sa part, l'Union générale des coopératives agricoles de France (U.G.C.A.F.), affiliée au groupe privé Gardinier et à la firme d'Etat E.M.C. (Entreprise minière et chimique), se borne à posséder, avec une vingtaine de coopératives qui lui sont affiliées, une participation de l'ordre de 30 % dans SOPAG-France, holding financière du groupe Gardinier.

... LE MONDE — 25 août 1976 — Page 17

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 heures	4 3/4	5 3/4	3 5/8
1 mois	5 1/2	6 1/2	4 1/2
3 mois	5 3/4	6 3/4	4 3/4
6 mois	6	6 1/2	4 1/2

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ et du GAZ

APPEL INTERNATIONAL EN PRÉSELECTION

SONELGAZ envisage d'équiper en outillage de mécanique générale, d'électricité et d'électrotechnique :

- 1°) Un atelier central destiné aux gros entretiens et réparations de son parc de centrales turbines à vapeur, turbines à gaz et turbines hydrauliques ;
- 2°) 5 ateliers destinés aux entretiens courants de 5 nouvelles centrales turbines à gaz.

Les sociétés intéressées soumettront leur candidature avec leurs références avant le 30 septembre 1976.

Ces dossiers seront adressés à :

SOCIÉTÉ NATIONALE de l'ÉLECTRICITÉ et du GAZ
Direction de l'Équipement Electrique
DÉPARTEMENT :
Moyens de production thermique et hydraulique
2, boulevard Salah-Bouakour - ALGER
Tél. : 64-82-60 - Téléc. : 52-898 ALGER

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI

APPEL D'OFFRES

Construction de la phase VIII (A) de l'Université

Contrat pour le stockage d'eau, sa distribution et l'irrigation

Le « Tender Board » de l'Université invite les entrepreneurs internationaux et locaux de catégorie I standard désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de P « University Tender Board », Université d'Alfateh Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que des preuves justificatives que l'entrepreneur est techniquement et financièrement capable d'exécuter les travaux. Les entrepreneurs jugés aptes seront alors invités à soumissionner.

Le site des travaux proposés est celui de l'Université d'Alfateh Tripoli, Sidi Mesri, Homs Road, à environ 4 km à l'est de Tripoli. Les travaux comprennent essentiellement :

- 1) Un château d'eau de haut niveau en béton armé et réservoir d'eau avec un réservoir de bas niveau en béton armé ;
- 2) Canalisations de distribution d'eau ;
- 3) Canalisations de distribution pour l'eau d'irrigation.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 10.000 (dix mille) dinars libyens, selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication. Elles devront être retournées au Secrétaire de P « University Tender Board » pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
UNIVERSITÉ D'ALFATEH TRIPOLI.

Appel d'Offres

Les gouvernements de la République Arabe du Yémen (RAY) et de la République Populaire Démocratique du Yémen (RPDY) ont reçu des prêts du Fonds Arabe de développement économique et social pour la construction d'une route reliant la ville de Aden à la ville de Taiz en YAR portant sur :

1. Section en RAY : Environ 80 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur, avec des banquettes de deux mètres de largeur de part et d'autre de la route, partant d'un point situé à six kilomètres de Taiz sur la route Taiz-Sanaa et s'étendant jusqu'à la frontière entre la RAY et la RPDY en passant par Ar Rahda et comprenant un pont en béton armé.

2. Section en RPDY : Environ 58 kilomètres de route asphaltée à deux voies, de 7 mètres de largeur avec des banquettes de 2 mètres de largeur de part et d'autre, allant de Aden à Nawbat Dikem avec des travaux d'amélioration portant sur environ 6,4 kilomètres de la route actuelle reliant Nawbat Dikem à la frontière entre la RPDY et la RAY, y compris 4 ponts en béton précontraint et un pont en béton armé.

Les firmes d'entreprises de qualifications internationales sont invitées à soumettre leur offre pour la construction de l'une ou des deux sections ci-dessus.

Les documents d'adjudication peuvent être obtenus à partir du 15 septembre 1976 contre une somme non remboursable de 200 dollars US (deux cents dollars US) pour chacune des sections, de :

Highway Authority, Sanaa, YAR, pour la section en RAY.
Ministry of Communications, Khormaksar, Aden, RPDY, pour la section en RPDY.

ou de :
Dax Al-Houdasah Consultants (Share and Partners),
91 New Cavendish Street, London W1M 7FS.

ou :
Abdallah Al-Tal Building, Jabel Al-Hussein,
opp. Mosher Hospital, Amman, Jordan.

Les documents d'adjudication doivent être dûment remplis et retournés simultanément à : Highway Authority, Sanaa, YAR, pour la section en RAY ; et à : The Secretary, Central Tender Board, Aden, RPDY, pour la section en RPDY, le 15 novembre 1976 avant midi au plus tard, et suivant les instructions contenues dans les documents de soumission.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA RÉFORME AGRAIRE
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE MEKNES
 N° 4479 DPA/22 SA

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL OUVERT

La Direction Provinciale de l'Agriculture de MEKNES lance un concours international ouvert dans le cadre du projet de développement agricole de la région d'El Hajeb financé par un crédit de l'Association Internationale de Développement (I.D.A.) pour la présélection des entreprises qui seront admises à soumissionner pour le projet de remembrement et de réforme agraire du Secteur du DIR portant sur 30.000 ha.

Peuvent participer à ce concours les sociétés de tous les pays membres de la Banque Mondiale et de l'Association Internationale de Développement, et de la Suisse.

Les sociétés intéressées peuvent demander la note technique définissant les grandes lignes du projet ainsi que les conditions de participation à M. le Directeur Provincial de l'Agriculture, Service de l'Équipement Rural, place Abdelaziz, Immeuble des Eaux et Forêts, MEKNES.

Les demandes d'admission doivent parvenir sous pli recommandé et conformément aux conditions de participation à l'adresse susindiquée avant le 30 septembre 1976 à 12 heures.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DES LIÈGES ET BOIS
S. N. L. B.
 202, rue Hassiba-Ben-Bouali - Alger (Algérie)

AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

Avis de prorogation de délai de l'appel d'offres relatif à la réalisation de deux (2) unités de menuiserie générale.

La date de remise des offres prévue initialement pour le 1^{er} septembre est reportée au 15 octobre 1976, le cachet de la poste faisant foi. Le reste sans changement.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE
UNIVERSITÉ D'ALFATEH, TRIPOLI
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Contrat pour la fourniture, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires à la faculté d'agriculture

Le service des adjudications de l'Université invite les fabricants internationaux spécialisés en équipements de laboratoires désireux de soumissionner pour les travaux ci-dessus à écrire au Secrétaire de l'«University Tender Board», Alfateh University Tripoli, République Arabe Libyenne, avec renseignements détaillés sur leurs fournitures en cours ou déjà effectuées ainsi que leur montant approximatif, et des preuves justificatives que le fabricant est financièrement capable d'exécuter les travaux. Les documents d'adjudication ne seront vendus qu'aux fabricants qui auront présenté des candidatures écrites et qui seront considérés comme convenables.

Les travaux comprennent essentiellement :

- La fabrication, la livraison et l'installation d'équipements de laboratoires aux trois principaux blocs-laboratoires d'enseignement de la Faculté d'Agriculture, situés sur le campus universitaire, à environ 4 km est de Tripoli.

Les documents de mise en adjudication seront disponibles du 31 juillet au 25 août 1976 contre paiement de 250 (deux cent cinquante) dinars libyens. Ce montant ne sera pas remboursable. Les offres devront être accompagnées d'une garantie de 5.000 (cinq mille) dinars libyens selon l'une des modalités prévues dans les documents de mise en adjudication ; elles devront être retournées au Secrétaire de l'«University Tender Board» pour le 15 septembre 1976.

MAIN TENDER BOARD
ALFATEH UNIVERSITY TRIPOLI.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

« La faute aux Italiens... »

(Suite de la première page.)

On estime aujourd'hui que le cap des 10 000 tonnes jetées a été largement franchi, bien que les opérations de retrait se soient fortement ralenties, ces derniers jours, grâce à une légère remontée des cours.

Après deux années consécutives de récoltes catastrophiques, dues au gel, les producteurs voyaient 1976 en couleur... pêche : un demi-million de tonnes prévues, quelque 50 000 tonnes de plus que la consommation nationale. La sécheresse avait eu peu d'incidences sur la production, sinon sur le calibre des fruits. Tout s'annonçait bien. Les 15 importations de pêches italiennes ont tout remis en question.

Le 10 juillet, explique M. Jean-Louis Bardet, secrétaire général de la Fédération des exploitants de la Drôme, le cours à la production se situait entre 1,50 F et 1,80 F le kilo, prix minimum pour nous. Trois jours plus tard, il tombait à 0,80 F. Il ne s'est pratiquement jamais relevé depuis. « Il est même arrivé que les prix au «retrait», qui oscillent actuellement entre 0,65 F et 0,85 F selon les variétés de pêches, aient été supérieurs — jusqu'à 10 centimes — au cours de vente en direction des consommateurs. D'où la ruse vers les pourfendeurs.

Le dumping pratiqué par l'Italie est considéré ici comme le grand responsable de cet effondrement des cours. La Fédération nationale des producteurs de fruits accuse : « Les Italiens vendent aujourd'hui en France des pêches au même prix qu'en 1974. Mais du fait de la situation de la lire, les producteurs transalpins perçoivent sur chaque kilo 42 % de plus qu'il y a deux ans. Ce n'est pas aux producteurs français à supporter les conséquences des désordres monétaires et du laisser-aller italien. »

La déception des arboriculteurs est à la mesure des espoirs entrevus après deux années de disette. Une amertume qui se transforme vite en colère. Le 14 juillet, une trentaine d'exploitants défilait, en gare de Coloz (Ain), 20 tonnes de pêches italiennes. Le 4 août, après un meeting, de sévères affrontements ont lieu à Valence, entre des producteurs de fruits et les forces de l'ordre : cinq blessés. « Jamais, affirme un responsable agricole, il n'y avait eu de tels incidents dans la Drôme. Les brutalités policières ont fait prendre conscience aux arboriculteurs des intentions gouvernementales à leur égard. Tout se passe comme si l'État avait l'intention de brader la production fruitière française. »

Au bord du désespoir

Après ces incidents et quelques barrages de routes, une vingtaine d'agriculteurs ont été incités en vertu de la « loi anticasseurs ». Parmi eux, M. Gilbert Louis, président de la Fédération des exploitants et de la Chambre d'agriculture de l'Ardèche. Cela a eu lieu sept jours après l'« assaut » en gare de Coloz : « Le pouvoir a eu le temps de réfléchir, assure l'un de ses amis. L'inculpation de Gilbert Louis marque une volonté politique très nette. » Tous les arboriculteurs inculpés ont été placés sous contrôle judiciaire : ils doivent se présenter régulièrement à la gendarmerie et sont interdits de séjour dans divers départements, notamment ceux qui jouxtent l'Italie.

Dans la Drôme, près d'un millier d'agriculteurs vivent presque exclusivement de l'arboriculture, dans des exploitations qui, en moyenne, ne dépassent pas 5 ou 6 hectares (1). Le dumping italien leur a fait perdre, selon eux, environ 10 000 F par hectare. En raison des mauvaises récoltes antérieures, beaucoup d'entre

eux ont, de plus, un endettement égal au revenu brut d'une année. Aujourd'hui, une majorité de petits arboriculteurs sont au bord du désespoir. « Dans ma commune, dit un producteur de Margès, trois d'entre nous, déjà, ont été contraints d'abandonner. L'un est manœuvre, l'autre garde des eaux et forêts, le troisième livreur. »

D'autres reconvertissement leurs cultures, mais le sol très calcaire de la Drôme ne permet guère de choix. « Actuellement, indique un exploitant, on arrache des pêchers pour planter du tabac. Il y a trois ans, on comptait une dizaine de producteurs de tabac dans la région d'Annonay (Ardèche) ; maintenant, on en dénombre quatre-vingt-dix. Les mêmes problèmes qui se posent à

l'heure actuelle pour la pêche surgissent dans quelques années pour le tabac... »

Quatre demandes

Aussi, les professionnels de la Drôme et de l'Ardèche attendent-ils de leur rencontre de ce mardi avec le secrétaire d'État à l'Agriculture, après avoir épuisé toutes les autres possibilités. Ils réclameront notamment à M. Michel Castang :

- L'arrêt des importations ;
- Un complément de revenu, destiné à compenser la concurrence italienne ;
- Le report des annuités dues au Crédit agricole ;
- La levée des poursuites engagées contre les arboriculteurs, après les incidents de Coloz et de Valence.

L'an dernier, ils avaient obtenu une « enveloppe » globale de 35 millions de francs (2). Ils escomptent aujourd'hui bien davantage et déclarent à l'avance qu'il leur est d'autant plus difficile de se satisfaire, en cas de non-satisfaction, de nouvelles et spectaculaires initiatives de leur part.

La question de la qualité des fruits reste, elle aussi, posée : les arboriculteurs souhaitent volontiers que leurs produits n'aient la saveur d'autrui. Mais ils en rejettent la responsabilité sur les négociants. « On nous impose, dit l'un d'eux, de cultiver les variétés de pêches qui produisent le plus possible. Solidité et coloration sont, d'autre part, les deux seuls critères que le négociant prend en considération. Alors, on produit... Certains de mes arbres donnent 500 kilos de fruits. Dans la vallée du Rhône, on commence à trouver ailleurs les fruits du pêcheur... »

MICHEL CASTANG.

POUR LES VIEUX DU VAL-DE-MARNE...

Fontenay-sous-Bois, devant le numéro 64 de la rue Jules-Ferry, une file de retraités coudoie à la main, attendant sagement sous le soleil. « Ça rappelle les ravitaillements de la dernière guerre », à l'instar de longues tables débordant de sacs de pêches : une partie des 11 tonnes que les treize municipalités communales du Val-de-Marne ont fait venir de la Drôme, afin de les distribuer aux retraités de leurs communes.

M. Michel Germa, président (communiste) du conseil général du Val-de-Marne, qui a organisé cette opération, dénonce le « glissement monstrueux » qu'est la destruction massive de fruits, alors que certaines personnes n'ont pas moyen de se procurer, au prix de 5 ou 6 F le kilo, un produit consommé « de première nécessité ».

Après l'accord du préfet et de la fédération des exploitants agricoles de la Drôme, M. Germa s'est lui-même rendu à la décharge de Mar-cueil (Drôme), où les agriculteurs reçoivent 40 à 60 centimes le kilo du Fonds d'orientation agricole pour les fruits qu'ils font livrer. Les municipalités communales ont financé, elles, le transport des pêches jusqu'à Fontenay (une vingtaine de centimes par kilo).

Selon M. Germa, « il serait possible d'économiser toute la production excédentaire, si l'on faisait de même avec les colonies de vacances et les centres de personnes âgées de Valence et de Saint-Étienne, voire de Lyon ou de Marseille ». Le conseil général du Val-de-Marne compte renouveler l'opération : les décharges dans le sud de la France se remplissent déjà de potes, de pommes et de raisins...

(1) Selon les organisations syndicales, le vergers de la Drôme s'étendent sur près de 15 000 hectares. Répartis en 2 800 exploitations, dont 2 600 cultivent 13 000 hectares.

(2) Une contrepartie, qui risque de remonter cette année, avait opposé les « gros » producteurs aux « petits ». À propos du mode de répartition de l'aide gouvernementale. Les premiers entendaient être indemnisés au kilo. Les seconds ont obtenu gain de cause en partageant cette aide selon la surface de l'exploitation : 1 000 F par hectare de 0 à 5 hectares, 700 F de 5 à 10 hectares, 500 F de 10 à 15 hectares.

• Le Puy-de-Dôme a été déclaré département sinistré, par arrêté préfectoral, pour les cultures suivantes : les fourrages, l'avoine et l'orge de printemps dans tout le département ; le blé dans les plaines du Lembronnais, de la Dore et d'Ambrant, dans le Livradois-Forez, les Combrailles (haute et basse) et dans la Limagne vicicole. (A.F.P.)

Pour louer une voiture au Luxembourg, réservez chez

europcar
 645.21.25

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
S.O.N.E.L.G.A.Z.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un avis d'appel d'offres international ouvert est lancé pour la fourniture de matériel destiné aux ouvrages concentrés du gazoduc centre « 42 HASSI R'MEL - OUED ISSER » :

- LOT N° 2 : Gares de racleurs.
- LOT N° 3 : Joints isolants.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés à partir du 20 juillet 1976 auprès de SONELGAZ - Service Equipement Gaz - 2, bd Salah-Bouakonir - ALGER - 3^e étage.

La date limite de la remise des offres est fixée au 30 septembre 1976.

BOURSE DE PARIS

VALEURS	15.08	16.08	17.08	18.08	19.08	20.08	21.08	22.08	23.08	24.08	25.08
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000	2000
3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000	3000
4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000	4000
5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000	5000
6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000	6000
7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000	7000
8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000	8000
9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000
10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000	10000

مكتبة الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
23 AOUT

Fort baisse

Mauvais début de semaine pour la Bourse de Paris, qui, au cours de la séance de lundi, consacrée à la liquidation générale, a baissé de 15 points (15 %) après un espace d'un mois.

Peu de comparaisons ont échappé au mouvement de repli, les banques, l'alimentation, les pétroles, les magazines, la construction électrique et le bâtiment subissant les plus fortes pertes. Les valeurs étrangères n'ont pas non plus été épargnées.

L'Action J. Borel (Industrie nationale) a figuré parmi les très rares titres qui ont progressé, sans doute, à la présence de M. Borel. A noter toutefois, pour la petite histoire, le bouillonnement qui a eu lieu à la séance de mardi.

Comment des cours aussi bas trouvent-ils encore le moyen de chuter ? La réponse était ce lundi sur toutes les lèvres des boursiers. Les rumeurs insistantes selon lesquelles M. Fourcade, « tête noire » des financiers depuis l'affaire des plus-values, serait le prochain locataire de Matignon, expliquent, en grande partie, la baisse des valeurs françaises. D'autres bruits laissent entendre que le plan de redressement projeté par le gouvernement ne serait pas aussi ambitieux que le disait avant plusieurs semaines ont été démontés.

Sur le marché de l'or, le lingot a baissé de 215 F à 18 055 F après 18 105 F et 18 085 F. Le volume de transactions s'est établi à 8,01 millions de francs contre 6 millions.

Taux du marché monétaire
Escompte 11/16 %

Nouvelle baisse

Déprimé par la chute de la livre, la perspective d'une réduction des heures de travail en Italie avec la sécheresse et d'un relèvement des taxes d'importation, le marché poursuit son mouvement de repli à une cadence rapide. Les industriels perdent jusqu'à 4 points. Nouvelle et forte baisse des mines d'or.

OR (livres) (dollar) : 100 10 contre 113

VALEURS	COURS	23/8	24/8
Wor. Linn 3 1/2 %	28 1/8	26 1/2	26 1/2
British Petroleum	240	237 1/2	237 1/2
Shell	422	402 1/2	402 1/2
Victrola	154	152	152
Imperial Chemical	118	116 1/2	116 1/2
Courtauld	118	116 1/2	116 1/2
De Beers	180	177 1/2	177 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	180	177 1/2	177 1/2
British American	180	177 1/2	177 1/2
Anglo American	180	177 1/2	177 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

R.A.S.F. — Le groupe chimique français-allemand a enregistré une forte progression de ses ventes pour le premier semestre, dépassant les 4 200 millions de francs. Les ventes de produits chimiques ont augmenté de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes de produits pétroliers ont augmenté de 10 %.

Comment on peut le constater, l'industrie chimique française a enregistré une forte progression de ses ventes pour le premier semestre, dépassant les 4 200 millions de francs. Les ventes de produits chimiques ont augmenté de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les ventes de produits pétroliers ont augmenté de 10 %.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

La semaine s'est ouverte à Wall Street dans une atmosphère encore assez lourde. Quelques achats de valeurs étrangères, principalement américaines, ont permis de maintenir les valeurs de tout premier plan (le Blue Chip) en équilibre. Les valeurs industrielles ont subi une forte baisse, les valeurs de tout premier plan (le Blue Chip) ont subi une forte baisse.

Le redressement intervenu en fin de séance a été en grande partie dû à des achats techniques, les investisseurs restant dans l'attente d'une décision du Congrès sur le plan de redressement.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 = 31 déc. 1973.)

Indice général	100
Indice des valeurs françaises	100
Indice des valeurs étrangères	100

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Blue-Chip	100	100	100	100
Indice des valeurs françaises	100	100	100	100
Indice des valeurs étrangères	100	100	100	100

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Wor. Linn 3 1/2 %	28 1/8	26 1/2	26 1/2	26 1/2
British Petroleum	240	237 1/2	237 1/2	237 1/2
Shell	422	402 1/2	402 1/2	402 1/2
Victrola	154	152	152	152
Imperial Chemical	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
Courtauld	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
De Beers	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
British American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Anglo American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Blue-Chip	100	100	100	100
Indice des valeurs françaises	100	100	100	100
Indice des valeurs étrangères	100	100	100	100

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Wor. Linn 3 1/2 %	28 1/8	26 1/2	26 1/2	26 1/2
British Petroleum	240	237 1/2	237 1/2	237 1/2
Shell	422	402 1/2	402 1/2	402 1/2
Victrola	154	152	152	152
Imperial Chemical	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
Courtauld	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
De Beers	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
British American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Anglo American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Blue-Chip	100	100	100	100
Indice des valeurs françaises	100	100	100	100
Indice des valeurs étrangères	100	100	100	100

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Wor. Linn 3 1/2 %	28 1/8	26 1/2	26 1/2	26 1/2
British Petroleum	240	237 1/2	237 1/2	237 1/2
Shell	422	402 1/2	402 1/2	402 1/2
Victrola	154	152	152	152
Imperial Chemical	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
Courtauld	118	116 1/2	116 1/2	116 1/2
De Beers	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Rio Tinto Zinc Corp.	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
British American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2
Anglo American	180	177 1/2	177 1/2	177 1/2

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	23/8	24/8
Blue-Chip	100	100	100	100
Indice des valeurs françaises	100	100	100	100
Indice des valeurs étrangères	100	100	100	100

هكذا من الأصل